le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Politique spectacle

Police truquage

M 02137 - 1497 - F: 2,00 €

2 €

ISSN 0026-9433

Pourquoi on doit se lever pour écouter un hymne national? – Parce que si tu restes assis, t'entends rien… Les hymnes nationaux s'écoutent avec le trou du cul.

Charb

hebdo n° 1497
du 6 au 12 décembre 2007

Sommaire

Voyoucratie au **pouvoir**, par M. Rajsfus, *page 4*

Mouvement étudiant et décisions à prendre, par Rafael, *page 5*

Brèves, *page 6*

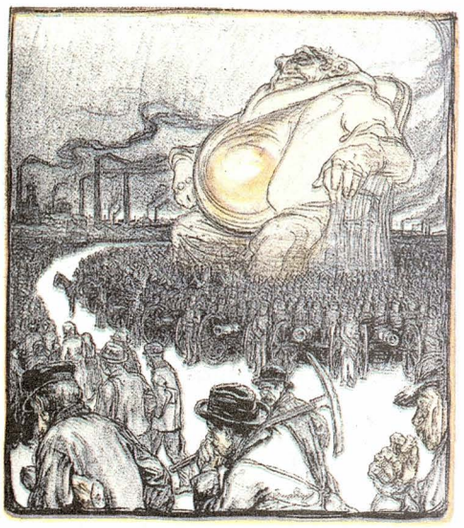
Ça baigne pour **les femmes**, par S. Jacaré, *page 7*

L'autruche règle nos comptes, *page 7*

Anaphorisant **le hamster**, par R. Dadoun, *page 8*

Fédéralisme contre capital, par J. Langlois, *page 9*

Jouets **sexistes** etc, par P. Schindler, *page 11*



Mots d'aujourd'hui, par Mato Topé, *page 14*

Révolte au **mastroquet**, par le Peinard, *page 14*

Démocratie à la **russe**, par P. Sommermeyer, *page 15*

Vladimir Léon, interview, par H. Hurst, *page 17*

Bienvenue à **l'hôpital psychiatrique**, par J. Lesage de La Haye, *page 19*

La Chute, à ne pas voir, par Jacqueline, *page 21*

Fernando Fernando-Gomez, CNT Spectacles, par T. Porré, *page 21*

Mauvaise nouvelle, *page 21*

Radio libertaire, tous les programmes, *page 22*

L'agenda, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Le paradis des patrons ne serait-il qu'illusion? Lolo, de Paris, va peut-être déchanter: l'ouvrier corvéable, à mini-salaire, vivant dans la peur de perdre son travail, d'être expulsé s'il est sans-papiers, cet ouvrier-esclave se rebelle malgré tout! À quoi sert donc la fabrique à clandestins avec sa chasse organisée, créée pour maintenir la peur?

Prenons deux exemples: les esclavages asiatiques du Saigon Grill de New York qui se sont mis en grève de solidarité avec l'un des leurs, viré pour avoir refusé de signer une fausse attestation où il devait reconnaître qu'il était payé au salaire minimum, ce qui est loin d'être le cas. Au pays champion de la démocratie, environ 15 millions de clandestins fournissent le gros des travailleurs précaires. Le salaire horaire y est de 4,65 dollars... La grève des coursiers du Saigon Grill est tout à fait remarquable; ces garçons pas contents (qui fournissent leur propre vélo) sont payés 1,60 dollar l'heure, soit 1,09 euro ; c'est le tarif pour les sans-papiers, mais aussi pour les travailleurs avec papiers: pas de jaloux, tout le monde est au même tarif. Eh bien, malgré tout, ils en sont à plusieurs semaines de grève et tiennent le coup!

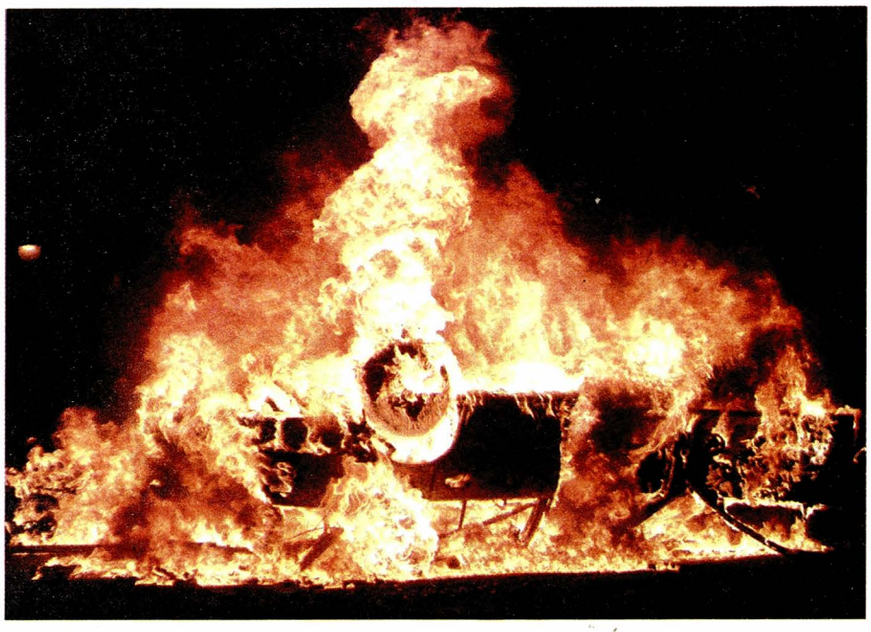
Autre exemple, les ouvriers de chantiers de Dubaï, à 120 euros par mois; droit de grève, syndicats interdits; passeports confisqués à l'arrivée (en passant, Israël fait de même avec ses travailleurs importés), logement insalubre, conditions de travail infrahumaines. Ces braves se sont aussi mis en grève pour demander un salaire minimum et l'autorisation de syndicats. Comme quoi, le patronat ne peut toujours pas dormir sur ses deux oreilles.

Pendant ce temps-là, au pays des droits de l'homme, ça chauffe... Un mot aux journaleux – la voix du patronat, de l'État et de la flicaille réunis, à propos des banlieues et des nuits chaudes, suite à la mort des deux jeunes « collusionnés » avec une voiture de police. Ils s'indignent que les jeunes révoltés soient « mobiles » ou même « très mobiles »; c'est grave ça, d'être mobiles! (évidemment ils répètent bêtement ce que dit la police); il faudrait donc que ces jeunes attendent tranquillement l'arrivée de la police, lui laissent le temps de les alpaguer? Et les journalistes osent se plaindre d'être mal accueillis dans « les quartiers », comme disent les sociologues! Et puis, lors du dernier « mouvement social », les mêmes nous ont abreuvés d'« actes de malveillance ». Il faudrait qu'ils sachent que ces actions portent un autre nom, ça s'appelle tout simplement du sabotage. Et que c'est une forme noble d'action directe non violente à mettre au crédit des travailleurs en lutte. Et qu'un sabotage soit « coordonné » est bien la moindre des choses si on veut avoir une chance de réussir. Si tout ça n'était pas dramatique, on pourrait en rigoler!

Enfin, les luttes actuelles ici et ailleurs nous montrent que la patronne des patrons n'est pas encore au paradis.

Émeutes en banlieue

Je crois que ça va pas être possible



« **Quand un hélicoptère** a survolé certains quartiers, il a vu qu'on avait préparé des parpaings, des munitions, pour jeter sur les forces de l'ordre. « Qu'est-ce que ç'a à voir avec un malaise social? » se questionnait Sarkozy, jeudi dernier, à propos des émeutes de Villiers-le-Bel.

En 2005, après d'autres émeutes, la direction centrale des renseignements généraux (DCRG), dans un rapport confidentiel, donnait ses conclusions sur la raison des « violences urbaines »: « La condition sociale d'exclus de la société française pour les émeutiers. » Ainsi, ces superenquêteurs rendaient public ce que tout un chacun pouvait constater: il s'agissait d'une révolte sociale! Quel scoop!

Un « malaise social »? Voilà une expression bien policée pour parler du chômage ou des boulots de merde (quelle alternative!), de la précarité, de la pauvreté, de l'exclusion. On peut parler courtoisement, entre gens « civilisés », du « malaise social » sur un plateau de télévision ou dans un colloque. Mais le « malaise social », lorsqu'il s'exprime, peut donner lieu à des émeutes.

Que l'on regarde l'histoire du mouvement ouvrier en France, que l'on observe le monde: partout où règnent l'exclusion et les inégalités les plus violentes, il y a souvent des émeutes. Et plus rarement des insurrections ou des révolutions, mais c'est une autre histoire.

La banlieue idéale, celle que l'on vante, c'est la banlieue « tranquille ». On y naît, on y grandit, on y subit l'exclusion scolaire et ses premières humiliations, on se trouve un petit boulot ou on y chôme, ou encore on y survit avec un RMI, on fait une famille avec l'espoir que pour les enfants ce sera mieux, si on a de la chance (car on vit plusieurs années de plus dans le 16e qu'en banlieue), on y vivra ses dernières années au minimum vieillesse ou avec une maigre retraite, on y mourra sans s'être fait remarquer. Si on pouvait crever en silence, il n'y aurait jamais eu de ministres de la Ville, de plans ceci, de plans cela, ni journalistes, ni subventions... La banlieue ne serait même pas un sujet en dixième position dans le JT de PPDA! Les spécialistes ont tous un avis, il faut désenclaver les cités, faire des aménagements, refaire les peintures, proposer des activités sportives, avoir « une politique de la ville ambitieuse »... Mais tout cela ne peut en réalité masquer l'éternelle revendication égalitaire. Tant qu'il y aura des inégalités, s'exprimeront, sous une forme ou sous une autre, des révoltes sociales. Que disent les « jeunes de banlieue »: ta bagnole, pourquoi je l'aurais pas, ton superappart j'y ai droit, et le blouson, et les Nike, et les vacances à la mer, et la superconsole, et... le respect? En d'autres temps, en d'autres lieux, on demandait du pain et des roses. Mais comme pour les Nike et le superappart, comme pour les retraites récemment, la réponse est éternellement la même: « Je ne crois pas que ça va pas être possible. »

Et alors c'est la baston. La guerre sociale, la guerre de classe.

Et ça fait des siècles que ça dure.

Laurent

Groupe libertaire d'Ivry-sur-Seine

La Voyoucratie au pouvoir

Le 29 novembre, intervenant devant 2000 policiers et gendarmes réunis à la Grande Arche de la Défense, Nicolas Sarkozy s'est lourdement délesté de son fiel. Commentant les événements de Villiers-le-Bel, dans la soirée du 25 novembre, il s'est surtout appliqué, sans faire de détail, à montrer du doigt la « voyoucratie » qui mènerait la fronde dans les banlieues. Jouant les pompiers pyromanes, il dénonçait, faute d'arguments cohérents pour régler un problème récurrent, toute une population qui serait sous la coupe de trafiquants de drogues.

En cette circonstance, le président de la République tenait le langage que les forces de l'ordre aiment entendre. Bien entendu, disait-il, ce qui s'est passé dans la nuit qui a suivi la mort violente de deux adolescents n'a rien à voir avec une révolte sociale. Ce qui laisserait entendre que le sort réservé aux « voyous » est bien naturel. Cest un discours de type post-colonial destiné à ceux qui n'ont pas intérêt à relever la tête, faute de quoi la puissance publique sortirait les chars. D'ailleurs, durant les deux nuits suivantes, une partie des communes du Val-d'Oise, où la réaction des jeunes avait été forte, un hélicoptère avec projecteur puissant appuyait les CRS.

Après les « racailles » d'Argenteuil et le « Kärcher » promis à La Courneuve, voici la « voyoucratie » de Villiers-le-Bel. Ce qui, à trois quarts de siècle de distance, ne peut que rappeler les « salopards en casquette » qui se révoltaient contre leur sort. Demain, ce sera peut-être au tour des sans-logis, mécontents d'être désignés comme des gueux « sans feu ni lieu », comme on disait au XIXe siècle, et qui méritent bien leur sort car ils ne cherchent pas à travailler plus pour gagner plus. Il est bien évident que, dans le regard du président de la plus belle démocratie du monde, quiconque osera le contester sera bientôt reléguer dans les rangs de la « canaille ».

Rappelons-nous la chanson d'Alexis Bouvier : « C'est la canaille / Eh bien j'en suis ! »

Soyez soumis à vos maîtres, enseignent les Évangiles aux pauvres d'esprit. Le locataire de l'Élysée aimerait bien que l'on puisse se pénétrer de cette incitation à courber l'échine. Il faut aimer cet homme, et bien se garder de le critiquer, ce qui, à terme, pourrait être considéré comme un outrage à sa personne. Il en va ainsi dans cette France où la moindre contestation risquera bientôt de conduire le « délinquant » sur la paille humide des cachots.

En 2007, le voyou ne s'habille plus comme un apache. Il porte avec ostentation une montre Rollex au poignet, festoie chez un ami, au Fouquet's, et passe des vacances de milliardaire sur le yacht d'un autre ami, ou dans le ranch d'un voyou nord-américain. Ce qui lui permet de réfléchir au mode de répression qu'il faudra bien mettre en œuvre contre les parias.

Le gros problème de Sarkozy, qui, avec son porte-flingue Brice Hortefeux, s'évertue à expulser un maximum de ces immigrés sans papiers, à l'origine de ses migraines, c'est que les enfants de ces « hordes ethniques » sont tous Français, et qu'il lui est impossible de les reconduire à la frontière. Alors, comme il n'est pas possible à nos éminences de régler le problème par l'élimination, il leur suffit de braquer les projecteurs sur ces banlieues, devenues de véritables ghettos sociaux, où le chômage des jeunes dépasse fréquemment les 40 %. Faute de solution, on dégaine l'insulte en qualifiant de voyous ceux qui survivent.

Les véritables voyous sont ceux qui nous gouvernent. C'est l'État qui est devenu cyniquement voyou, avec la volonté affichée de réduire à néant un siècle de conquêtes sociales, fruits de dures luttes. Les voyous sont les authentiques nantis qui, dès le mois de juillet 2007, ont été comblés avec ce « paquet fiscal » de 15 milliards d'euros, rapidement donné en cadeau par le chef de la tribu.

Les véritables voyous sont ces parlementaires qui ont voté la loi sur l'immigration, où les prélèvements ADN ne peuvent que rappeler un passé fâcheux. Les voyous sont ces députés, auxiliaires du Medef, qui s'apprêtent à détricoter le Code du travail tout en remettant en cause les régimes de retraite, conquis de haute lutte. Les voyous sont ces « représentants du peuple », comme ils disent, qui n'ont de cesse, depuis quelques années, de nous ramener à ce passé où « l'individu » n'avait que le droit de se taire. Et puis, les voyous se retrouvent trop souvent au sein de cette police aux ordres, qui veille à l'application des lois scélérates votées depuis 2002 par cette armée de détrousseurs sociaux désireux de transformer la France en une authentique République Gorille.

Bientôt, nous serons tous des « voyous ». Sauf à accepter le système qui nous est promis. Rappelons-nous, en mai 1968, lorsque de Gaulle et Pompidou avaient du souci avec les étudiants, ils désignaient la future élite de la nation du doux qualificatif de « chienlit ». Quelque quarante ans plus tard, les héritiers lointains du général ont étoffé le vocabulaire avec « racaille » et « voyoucratie »...

Maurice Rajsfus

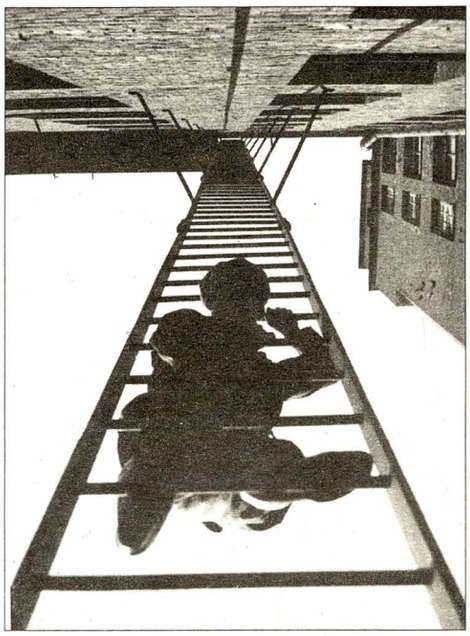
Quitte ou double

pour le mouvement étudiant

Le mouvement étudiant est aujourd'hui à un tournant. Ou bien les lycéens (ainsi que les professeurs, les personnels IATOS, etc.) rejoignent massivement la mobilisation et la dynamique se renforce; ou bien cette jonction ne réussit pas et la mouvement en sort affaibli.

Ce moment décisif est également une phase de fragilité. L'action simultanée des présidences d'université, des syndicats cogestionnaires, de la police... et de la fatigue, commence à peser sur le moral des étudiants grévistes. Ainsi, les présidences d'université se chargent d'organiser des votes pour casser la grève, de faire du chantage aux examens, de faire appel aux CRS pour empêcher les étudiants de se réunir, tandis que le syndicat étudiant Unef annonce aux grévistes que « la mobilisation a payé » et qu'il faut maintenant lever les piquets de grève: l'Unef utilise d'aillleurs, contre ce qu'elle appelle le « blocage », le même argumentaire que la droite universitaire, avec laquelle elle entretient souvent d'excellentes relations (comme à Avignon, par exemple). L'Unef a toujours présenté la mobilisation seulement comme un moyen d'obtenir des négociations. De fait, elle a négocié sur ses bases propres (sans tenir compte des revendications exprimées par les étudiants en assemblée générale, puis en Coordination nationale). Or l'Unef n'a jamais pris position pour l'abrogation de la loi Pécresse, alors même qu'il s'agit d'une revendication claire et essentielle autour de laquelle ce mouvement s'est structuré. Pour parer aux multiples questions et remarques sur ce point auxquelles elle doit faire face en assemblée générale, l'Unef cherche à prendre les syndicats de lutte (FSE, CNT, Sud...) à contre-pied, se saisissant de thèmes tels que les conditions de vie, le logement, la précarité étudiante... dans le seul but de noyer le poisson!

Cette manœuvre a eu pour effet de pousser lesdits syndicats de lutte à abandonner ces thématiques, et à axer leurs interventions sur la nécessité de l'abrogation de cette réforme des universités. L'arrêt de la grève des transports accentue encore cette orientation, pour deux raisons: les revendications interprofessionnelles (convergence des luttes) semblent désormais passer au second plan; beaucoup d'étudiants que la grève empêchait de se rendre à la fac, y reviennent: il faut reprendre le travail d'information et de mobilisation par la base, c'est-à-dire par ce qui les concerne directement. Cela pose un véritable problème: alors qu'au départ les étudiants grévistes voyaient loin et large, ils sont amenés aujourd'hui à se concentrer sur des enjeux réformistes et corporatistes. On sentait mûrir une critique des évolutions de l'université, et, au-delà, de la société: en ce moment le discours de défense de l'université publique est hégémonique. Ce reflux n'est pas irrémédiable. Mais il faudra prendre garde à ce que ce discours ne devienne pas le seul porté par le mouvement.



En ce sens, de nombreux éléments positifs peuvent être soulignés. Dans plusieurs universités, le mouvement a permis de fonctionner à des groupes de réflexion sur la question des migrants et des sans-papiers. Ils effectuent un véritable travail de fond, à la fois théorique et pratique: réflexion, information et action. Les initiatives de réunions et d'actions interprofessionnelles locales (comme dans le 13e arrondissement de Paris) donnent également de l'espoir quant à la capacité des étudiants à ne pas renfiler trop vite des œillères.

Pour que le mouvement puisse s'inscrire dans la durée, il est en effet nécessaire aujourd'hui non de restreindre son champ de vision, mais de l'ouvrir. Voilà plus d'un mois maintenant que les étudiants sont entrés en lutte. Aujourd'hui les lycéens peuvent apporter une nouvelle vigueur au mouvement. Espérons que professeurs et personnels soient aussi de la partie!

Rafael
(groupe libertaire Louise-Michel)

Brèves de combat

Minima sociaux

La CNT-FTE s'indigne des déclarations fantaisistes et insultantes de M. Hirsch : « Parmi les objectifs, nous souhaitons réformer les minima sociaux et les primes diverses, donner l'accès à la formation professionnelle à ceux qui en sont le plus éloignés et faire des contrats aidés non pas des impasses, mais des passerelles vers l'emploi durable. » Pour le syndicat de combat : « Il feint de ne pas savoir que le gouvernement dans lequel il sévit se nourrit et se délecte de la précarité et de la pauvreté. »

Le nouveau pape béatifie à-tout-va

Benoît XVI a béatifié des « religieuses victimes de la guerre d'Espagne ». Parmi les horreurs de la guerre civile, il a donc choisi son camp, laissant de côté les victimes de Guernica ou les milliers de républicains fusillés. Il s'est définitivement rangé du côté de Franco et du clergé traditionnel espagnol. Déjà JP II l'assassin, mort avec le sang des séropos sur les mains, avait béatifié Ana de Los Angeles Monteagudo, une religieuse fille de conquistador, laissant loin derrière lui le massacre des Incas. Une logique de continuité en somme…

1 000 000 séropositifs en Russie ?

Entre 900 000 et un million de personnes en Russie sont séropositives, estime le directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Michel Kazatchkine, citant des données de l'ONU. Sortons couvertEs…

Francs-maçons trans

La situation des transsexuels interpelle aussi la franc-maçonnerie. Dans l'atelier parisien Université maçonnique, un frère du Grand Orient vient de devenir médicalement et légalement une sœur, qui n'a pas la moindre envie de rejoindre une obédience mixte ou féminine. Évolution sociétale ?

Contrôles partout !

La consommation de médicaments sera bientôt tracée par votre pharmacien, grâce au dossier pharmaceutique. À terme, il rassemblera la liste de tous les médicaments prescrits au cours des quatre derniers mois et ne sera pas consultable par le patient mais par le pharmacien et ses collaborateurs. Aujourd'hui, il est expérimenté dans 6 départements. D'ici à la fin de 2008, il devrait être généralisé à l'ensemble du territoire.

Nouvelles des luttes à Dijon

Les camarades étudiants du groupe dijonnais de la FA sont investis dans la lutte en fac avec diff d'un tract, participation au blocage et aux AG, avec le souci de faire converger les luttes. Le groupe participe à la création d'une assemblée populaire pour favoriser la convergence des secteurs en lutte : une centaine de participants, étudiants, lycéens, libertaires, et quelques travailleurs syndiqués ou pas. Le groupe de Dijon soutient les cheminots sur leurs piquets de grève, avec un bon accueil facilité par la connaissance de syndicalistes SUD et CGT qui relaient l'info de la création d'une Assemblée populaire. Durant la manif du 20 novembre, des compagnons des Tanneries ont dû faire face à une tentative d'interpellation par des agents de la BAC pour bombage sur le parcours. Ils ont dû se résigner à les relâcher sous la pression solidaire d'environ 400 manifestants de tous horizons, belle leçon de solidarité active !

Medef partout !

Pour la présidente du Medef, Laurence Parisot, le problème du pouvoir d'achat est « totalement objectif ». Elle suggère pour y remédier de supprimer la durée légale du travail, fixée à 35 heures par semaine : « Le pouvoir d'achat est une résultante d'une croissance au niveau minimum. Donc, la vraie question n'est pas comment je contribue à ce qu'il y ait plus de pouvoir d'achat, mais comment je contribue à ce qu'il y ait plus de croissance. Il y a deux axes principaux à travailler : comment on fait pour baisser les prélèvements obligatoires sur les entreprises, c'est prioritaire, et deuxième chose, n'est-il pas temps d'aller plus loin sur la question de la durée du travail. Je me demande s'il ne faut pas accepter de mettre sur la table la question de la suppression de la durée légale du travail. Ma préconisation, c'est de rendre les choses beaucoup plus simples en balayant tous ces mécanismes très complexes et en revenant à la détermination du seuil de déclenchement des heures supplémentaires, branche par branche, ou entreprise par entreprise. » Tout est dit !

Bac partout !

Le 27 novembre à Nantes, la BAC a chargé le millier de lycéens et d'étudiants qui occupaient le rectorat. Les coups de matraque se sont multipliés et plusieurs personnes ont été rouées de coups. Enfin, alors que les manifestants étaient sortis du rectorat, plusieurs tirs de flashballs ont été effectués illégalement dont un a touché volontairement à la tempe un lycéen de 17 ans, le blessant grièvement à l'œil. En tout, ce sont au moins six jeunes qui ont été blessés et cinq personnes arrêtées.

Sida : bientôt la parité, à quand l'égalité ?

Bientôt autant de femmes séropositives que d'hommes séropositifs ; à quand l'égalité des femmes et des hommes face à la recherche, face aux programmes de prévention, face à l'emploi, face aux revenus, devant les soins ? À l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, Act Up- Paris fait le point dans un dossier de presse sur la situation des femmes touchées par l'épidémie et sur les manques en matière de prévention, de recherche, de droits sociaux et d'accès aux soins, en France et dans le monde : http://www.actupparis.org/IMG

Sus aux pacsés étrangers

Depuis une circulaire du 27 septembre du ministère des Affaires étrangères, les pacs réalisés à l'étranger peuvent être refusés. « L'ambassadeur ou le chef de poste doit s'assurer que l'ordre public local ne prohibe pas la vie de couple, hors mariage, de deux personnes de sexe différent ou du même sexe », dit le texte. Si tel est le cas, « la demande de pacte civil de solidarité ne peut être examinée ». En clair, lorsque la législation locale prohibe l'union libre ou l'homosexualité, c'est bernique pour les amoureux. Les lois sur l'immigration votées depuis 2002 ont rendu les mariages mixtes plus difficiles, c'est au tour du Pacs de se retrouver dans le collimateur du gouvernement.

Mort aux chiens !

Dans un article de *l'Est républicain* (aussi appelé « l'Est répugnant »), François Hollande déclare : « La CFDT a une attitude intéressante. Le syndicat que nous devons combattre, c'est Sud, le syndicat qui ne cherche que la lutte, en lien avec la LCR. »

Les choses sont de plus en plus claires. Heureusement que les gus du PS ne se sont pas montrés aux manifs, on les aurait virés comme en 2003. Et la prochaine fois, ils auront droit à nos crachats comme un certain Chérèque. Il est temps de redynamiser le syndicalisme de lutte et de prévenir Thibaut que ses trahisons ne passeront pas non plus inaperçues.

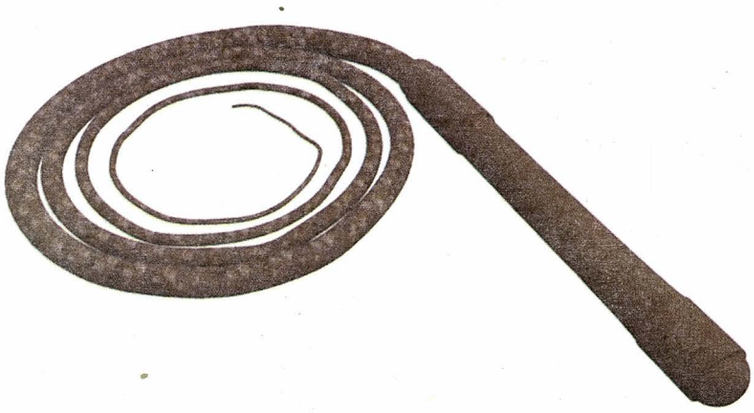
Poste résistante

La Poste s'est vue condamnée le 14 novembre par les prud'hommes de Figeac à requalifier 146 CDD et un CDI à temps partiel illégal en autant de CDI, avec rétablissement de carrière, arriérés de salaire, indemnités et tout le toutim. La Poste, rappelons-le, reste dans le giron de l'État. Mais qu'attend Dati pour dissoudre cette juridiction ?

La Sécu spécule

La direction générale de la Caisse primaire d'assurance maladie du Val-de-Marne a décidé de vendre les 20 centres de paiement de la Sécurité sociale du département. On profite de la flambée de l'immobilier, quitte à louer plus tard à prix d'or et au privé d'autres locaux ; on pénalise les usagers et on réduit le personnel. En toute franchise, on trouve ça dégueulasse !

Ça baigne pour les femmes !



À LA SUITE DE la présentation par Patrick Schlindler de la biographie de la Suissesse Margarethe Faas Hardegger, active féministe anarcho-syndicaliste du début du xxe siècle, à la librairie du *Monde libertaire* samedi 24 novembre, nous nous sommes posés la question des avancées de la condition féminine. Le bilan nous a semblé bien mitigé. À juste titre.

Eh les femmes, celles qui croient que tout baigne, qu'il n'y a plus de différence au sein de nos sociétés, il faut se réveiller ! Et les filles des féministes soixante-huitardes qui en sont à nous considérer avec commisération, attardées que nous sommes ! Et pourtant…

Je monte dans la voiture d'un ami. Inouï ! On m'en arrache violemment. Sept mecs (peut-être même pas barbus) me maltraitent, me jettent par terre, m'arrachent mes vêtements et me violent. Plusieurs fois. Ben quoi, ça m'apprendra : ce mec, qui conduisait, c'était pas mon mari, il ne faisait même pas partie de ma famille. Lui aussi d'ailleurs a été maltraité.

Et il y a eu un procès. J'ai écopé de 90 coups de fouet et mes violeurs de un à cinq ans de prison. Faut dire que je l'avais bien cherché, me fourrer dans la voiture d'un « étranger ». Bon. Ensuite il m'est venu l'idée de raconter ça à une association des droits de l'homme. Alors là, je suis repassée en procès car je n'aurais pas dû faire connaître mon histoire. Je viens donc d'être condamnée à nouveau, cette fois à six mois de prison et 200 coups de fouet. Le fouet, c'est pas marrant, d'ailleurs on en meurt après un certain nombre de coups, ça décolle je ne sais quoi à l'intérieur, et on meurt.

Bien sûr, ça ne se passe pas ici, en France, mais en Arabie Saoudite aujourd'hui. Bien sûr. Et là-bas, comme au Pakistan, entre autres, le viol collectif est une punition… comme une autre, quoique théoriquement punie de la peine de mort en Arabie Saoudite.

Mais revenons ici. L'année dernière, 137 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint. Et cette semaine une gamine de dix-sept ans a accouché seule dans le garage de ses parents. Elle a mené à terme cette grossesse en la cachant à tout le monde. Et elle a tué le bébé à l'arrivée. Total, devant tant de misère, qu'est-ce qu'on fait, ici, en France : on l'a mise en prison. Ça lui apprendra sûrement !

Pour moi, j'ai le cœur qui saigne de savoir tout ça.

Sita Jacaré

Quand l'autruche éternue…

Zéro mort ?

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? Villiers-le-Bel : deux nuits d'émeute, 140 blessés chez les flics. M'est avis que certains professionnels de l'agitation estudiantine feraient bien d'aller prendre des cours auprès des lascars de banlieue. Pourtant, selon Frédéric Péchenard, directeur général de la police nationale, il ne s'agissait à l'origine que d'un **« banal accident de la route».** Un peu de tôle pliée, quoi. Les deux morts ? Mais **« c'était une moto qui n'était pas homologuée, qui n'avait pas le droit de rouler».** Là, tout s'explique et la police, comme d'habitude, n'a fait que son travail. Rien que son travail. Tout son travail, lequel consiste à tuer, de façon régulière, des mômes. Et Péchenard de préciser qu'ensuite **« la doctrine du zéro mort a été maintenue, malgré les circonstances ».** Les parents des deux jeunes victimes apprécieront.

Au final, l'épisode Villiers-le-Bel aura servi Sarko, dans le registre : Je me barre trois jours et ça y est, c'est le bordel ! De retour de Chine, bandant ses maigres muscles : **« on est passé à deux doigts du drame »**, le drame étant pour lui la mort éventuelle d'un commissaire de police. Les deux mômes emplafonnés ? Pertes et profits, là encore.

Même Chérèque, c'est dire, a un avis sur la question. **« Il y a une centaine d'excités, pas plus, pas moins. »** Certainement la confusion qui règne dans cet esprit malade l'a-t-il amené à confondre émeutiers des quartiers et grévistes de base, autre type de « racaille ». Mais qu'est-ce qu'il cherche Chérèque ? **« La CFDT attend de Sarkozy des gestes sérieux. »** Le majeur pointé en l'air, c'est pas un geste sérieux ça ? quoi qu'il en soit, gaffe, ça va chier ! Un préavis est déposé pour le 20 décembre, une grève de… 59 minutes. **« La CFDT n'a aucune envie de bloquer le pays pendant les fêtes de fin d'année. »** Plus tard alors, la grève ? Bin ça va être difficile, en janvier c'est les soldes et début février y'a la Saint-Valentin.

Face à de tels guignols, Sarko se marre, occupe le terrain. Dernière trouvaille en date : le blocage de l'accès au net pour les indélicats qui téléchargent sauvagement. **« C'est un moment décisif pour l'avènement d'un internet civilisé »**, fanfaronna-t-il sur les ondes. Dans sa bouche, civilisé signifie simplement marchand. Et, éprouvant le besoin de préciser ce qu'on répugne à nommer sa pensée : **« Le respect du droit d'auteur, c'est le respect du droit de propriété. »** À Sarkoland musiciens, cinéastes, créateurs, ne sauraient former autre chose qu'une façon de syndic, troupeau de propriétaires jaloux. Une vision qu'on ne s'étonnera pas de voir partagée par le Medef et la Parisot, laquelle a par ailleurs vivement apprécié la prestation télévisuelle de la créature élyséenne : **« Beaucoup de chefs d'entreprises se sont sentis soutenus par le Président ce soir. »** Ce soir seulement ?

Pendant ce temps le PS, toujours aussi pugnace, organisait le Forum de la Rénovation (des sols ou du plafond ?), au terme duquel Cambadélis concluait que **« le Psarti socialiste n'est pas un poisson volant. »** On est content de le savoir.

Frédo Ladrisse

… c'est toute la jungle qui s'enrhume

L'Anaphorisant*

Méditation cartésienne « vite » sur la méthode Sarko

Les jugements portés sur la personne et le style de Nicolas Sarkozy s'accordent sur ceci : il va vite, fait vite, est « vite ». L'artiste-penseur libertaire Marcel Duchamp nommait « Nus vites » ses premières œuvres – il adopta le mot « vite », venu des sports, parce qu'il l'« amusait ». Magistralement « amusant » est son « Grand Verre » (1915-1923), « la Mariée mise à nu par ses célibataires, même, » qui nous sert ici à caractériser « vite » les rapports entre un Sarkozy « célibataire » du pouvoir (il le veut pour lui tout seul) et une République qu'il épouse, « Mariée » qu'il met à nu pour lui passer les « habits neufs » de son contrat « rupture ». (Dans le conte politologue d'Andersen, « les Habits neufs de l'empereur », l'enfant s'écrie, à la fin : « Mais il n'a pas d'habit du tout ! » — le Roi est nu !)

Quant au « vite », l'appréciation porte avant tout sur les interventions publiques menées au pas de charge avec accompagnateurs (comme dans les séries télévisées où policiers, médecins, agents, déboulent en équipe style « les Sept Mercenaires ») et quelques mesures adoptées à la va-vite. On éprouve vite le sentiment étrange et inquiétant d'avoir affaire à une hallucination, un tour de passe-passe où tous — président, collaborateurs, médias, opinion publique, adversaires — se la jouent en accéléré. Or, à « ralentir-travaux », voici ce qui s'offre à nos yeux : Sarkozy ne va ni vite ni de l'avant, il fait du surplace (tels ces sportifs en chambre sprintant sur un tapis roulant fixé au sol) et, ne pouvant aller plus vite que la musique du réel dont il se réclame, il va en arrière, retourne en des couches du passé où ses propos, images et valeurs retrouvent une place familière, ancienne, archaïque même. Pour le dire « vite » : nous sommes face à un trouble phénomène de « rétroprogression » ou, avec dimension religieuse, « rétroprocession ».

La forme forte du discours sarkozyen est la répétition, qui est surplace et reprise – en rhétorique, on dit joliment « anaphore ». Exemplaire est le discours « gaullien » d'Épinal, avec les retours, anaphoriques, des premières phrases : « En France, c'est l'État qui » ; « En France, l'État doit », et la déferlante des « Il y a », bourrés de realpolitik. Le « Je » sert d'embrayeur tout-terrain, bondissant à gué notifié sur les mêmes verbes : « Je veux », « Je crois », « Je pense ». « Amusant » d'entendre, à travers ce dernier, un *cogito ego sum* – où l'ergo latin, le « donc » cartésien, cède la place au « je » « surdimensionné » d'un ego psychanalytique : Je pense, JE suis.

L'anaphore lasserait si la technique de Sarkozy ne parvenait à forcer l'attention. Méthode hard : il prend l'auditoire au collet, lui intime l'ordre d'écouter, avec ponctuation calculée d'applaudissements. Mode soft : il couve l'auditoire d'un regard velouté, assorti d'un sourire clin d'œil, tandis que sourcils, rictus, cou, tête, épaules, bras, mains, doigts, s'échinent à incorporer et mimer une relation de proximité et de complicité. L'anaphorisme des mots, moues, gestes, jouant la franchise (« je vous le dis franchement ») et la sincérité (« je dis ce que je pense, je pense ce que je dis ») exercent sur auditoires conquis et interlocuteurs acquis un effet euphorisant – sacrant Sarko l'Anaphorisant par excellence.

Excellence médiatique : cet Anaphorisant-là se coule comme il faut dans le moule des médias. S'avancent, bataillons idéologiques, les incontournables « valeurs », banderoles communes des partisans et adversaires. Transgénérationnelles, les « valeurs » constituent un matériau idéal pour la répétition, avec titubation gauche-droite au gré des aléas. Valeur « travail » au premier chef – la plus anaphorique et mémorable. Lancée par le biblique « tu travailleras à la sueur de ton front », sacralisée avec la Réforme et l'éthique protestante accumulatrice du capital, populaire avec La Fontaine : « Travaillez, prenez de la peine… », elle traverse, dans le sang et les luttes, ce sacré XIXe siècle, pour relâcher son emprise avec les mouvements ouvriers, mais gagner vite en férocité avec le stakhanovisme stalinien et les « camps de travail », la parano sadique-anale des nazis et leur slogan pour camps de la mort, « Le travail rend libre », le radotage sénile de la troïka « travail, famille, patrie » de l'État vichyste. « Travailler plus pour gagner plus », véritable chantage ontologique, trouve largement où s'héberger – à l'exception de la pensée socialiste libertaire, qui persévère en drapeau chiffon rouge (ces 35 heures qui font voir à tous 36 chandelles !).

Les autres « valeurs républicaines » pourraient être abordées de la même façon. Laïcité : la défense se nuance d'une réserve visant à revaloriser une certaine inspiration religieuse d'avant la révolution laïque. Famille : plutôt que celle, « recomposée » moderne, du sacre présidentiel, il s'agit d'une famille prébourgeoise, aux contraintes desserrées par les privilèges de fortune et de pouvoir. Justice : retour aux fers d'avant Beccaria et Pinel (1800). L'« ouverture » affichée, simple rétrovision du « radicalisme » d'hier, a des airs de « déjà vu », avec ses « serviteurs de l'État » laissés en rade, repris par le collet et rachetés de leur « gauche ».

Retrouver au plus vite le doute rationaliste cartésien et une conscience militante du *cogito, ergo sum*, « je pense, donc je suis » – Sarkozy en avive le désir, c'est à ce jour son exploit le plus « vite ».

Roger Dadoun

1.- Celui qui va répétant, celui qui se répète, d'*anaphore*, répétition en linguistique.

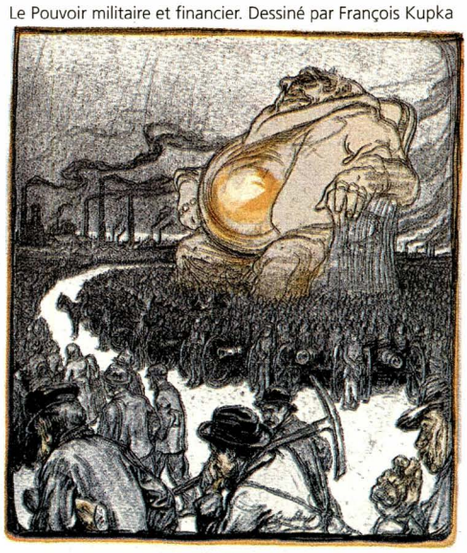
Fédéralisme contre capital

Quel sens aux luttes actuelles ?

Un réquisitoire complet et implacable contre la société de marché, un projet vraiment démocratique et fédératif et enfin des propositions de nouvelles formes de lutte.

Jacques Langlois

Le Pouvoir militaire et financier. Dessiné par François Kupka



LIBERTÉ

L'Argent dictant les lois. Dessiné par François Kupka

ÉGALITÉ

Le Capital donnant du travail à un chomeur . F. Kupka

FRATERNITÉ

Le discours médiatique est d'une pauvreté affligeante pour ce qui est de l'interprétation des combats que mènent actuellement les grévistes et les manifestants. Il se contente de reproduire les effets de muscle des politiciens, qui ont délibérément cherché le rapport de forces et le conflit afin de casser tout mouvement social pour l'avenir, et de stigmatiser les agents de la SNCF, de la RATP et de la fonction publique, ces privilégiés, ces fainéants, ces pelés et galeux d'où viendrait tout le mal. Le gouvernement a réussi sans grande difficulté à casser un front syndical hétérogène et timoré. Il est parvenu à dresser les grévistes contre les usagers, à monter en épingle la fausse opposition entre les salariés « protégés » et « avantagés » et les travailleurs du privé, lesquels, par suite du matraquage médiatique, ne voient pas que si le syndicalisme dans le secteur public s'effondre – chose déjà fort engagée –, est réduit à quia, alors la droite hyperlibérale pourra faire redescendre le travail à son statut du XIXe siècle.

Le capitalisme financier à la barre

Qu'on ne se méprenne pas. Ce qui est en jeu c'est la bataille entre trois conceptions du monde. Celle-ci a été engagée depuis environ trente ans, lorsque le capitalisme financier s'est vu offrir le monde par les gouvernants et dirigeants politiques, socialistes compris. Les règles qui avaient permis les « 30 glorieuses » ont été cassées; d'autres ont été mises en place. Les lois qui ont permis le triomphe de la finance, que certains prétendent naturelles, sont nombreuses: suppression de la garantie des monnaies par une valeur réelle, qui était hélas l'or, suppression du contrôle des changes, ce qui a permis la libre circulation du capital sur toute la planète, élimination de l'indexation des salaires sur l'inflation, autorisation des OPA et OPE par rachat d'entreprises avec les propres titres de la firme acheteuse, ce qui a poussé à valoriser les actions bien au-delà de leur vraie valeur (d'où les manipulations montées par Enron, Vivendi, etc.), possibilité de racheter ses propres actions pour en faire monter « la valeur pour l'actionnaire » et la « capitalisation boursière », apparition des stock-options largement défiscalisés (don de titres aux dirigeants, ce qui les pousse à faire grimper la valeur du titre), autorisation des achats de boîtes par effet de levier (LBO, « leverage buy out »), défiscalisation des assurances-vie, remplacement d'une part des salaires (fixes et évolutifs) par des formes de participation et d'intéressement (variables et incertaines), etc.

La rentabilité avant tout

Le capital a toujours été un système, une logique implacables d'accumulation sans frein et de maximisation de la rentabilité financière au mépris des hommes, des cultures et de la nature. Mais, par rapport aux analyses de Marx (ou de Proudhon), plusieurs paramètres essentiels ont changé: les rendements sont devenus croissants dans bien des domaines, la part de la production dans « la chaîne de valeur » est devenue très faible au profit des « investissements immatériels » (marketing, recherche, gestion, organisation, etc.), la concurrence internationale « libre et non faussée » est devenue majoritaire et exacerbée. Ce devrait être une chance: la socialisation de la production, du savoir, de la technique, est aujourd'hui presque à son apogée et devrait permettre une toute autre conception de l'organisation de la production et des rapports de travail, bien plus coopérative, sociale et juste entre tous ses acteurs. Le gros point noir est que la logique des 15 % de rentabilité domine

maintenant tout le reste : production, distribution, échange, salariat, environnement, management. La réalité du pouvoir est passée dans les organes financiers institutionnalisés (les « zinzins ») : banques, assurances, fonds d'investissement, agences de notation, fonds de pension par capitalisation, et dans le vaste réseau mondialisé des firmes multi- et transnationales. Avec une différence de taille par rapport au capitalisme de production : les centres réels de pouvoir sont organisés en réseaux complexes, camouflés, inatteignables à une échelle locale ou nationale, voire même internationale comme l'Union européenne (laquelle a du reste tout à fait favorisé la chose). Le salarié n'a plus en face de lui le vrai patron. Il n'a qu'un « agent » d'exécution qui peut se replier derrière les « nécessités de la concurrence » et n'exerce qu'une responsabilité de garde-chiourme. Dans cette situation, la grève classique (locale, centrée, corpo.) ne sert plus à rien. Cela réhabilite la vieille idée de grève générale. Certains, visiblement, ne l'ont pas encore compris.

De ce contexte de capitalisme financier généralisé à l'échelle de la planète tout le reste a découlé : perte de dix points de la part du travail dans la valeur ajoutée, délocalisations et dumpings (social, environnemental, fiscal), fusions et absorptions de boîtes (recherche d'économies d'échelle et, surtout, piquer le marché du concurrent), précarisation et flexibilisation du travail, course au moins-disant par la sous-traitance et la délocalisation, diminution des charges sociales pesant sur les entreprises pour « améliorer leur compétitivité » dans la foire d'empoigne mondialisée, donc mise en concurrence non seulement des travailleurs mais encore des pays, diminution des impôts sur les sociétés, exonération fiscale des riches car sinon ils partiraient en Suisse ou ailleurs, développement des paradis fiscaux, extension des trafics en tout genre, augmentation de la durée du travail (notamment avec l'âge de la retraite), démantèlement des régimes de protection sociale, etc. C'est la conséquence de l'ouverture à la concurrence de toute chose sous la pression de la finance. N'oublions pas que les montants financiers (souvent fictifs comme la valeur boursière ou immobilière) aujourd'hui dégagés sont énormissimes (pétrodollars, par exemple), que la finance va toujours là où elle est le mieux rémunérée, que les occasions de bons placements sont restreintes car le capital ne fournit que la demande solvable. Or celle-ci stagne, puisque les salaires n'augmentent plus guère dans les pays développés (et que l'insécurité pousse à l'épargne) et sont encore très insuffisants pour la grande masse des peuples dans les pays en voie de développement. Les capitaux se livrent donc une concurrence féroce, montent des manipulations extravagantes (« subprimes ») pour quand même accroître leur rentabilité. Et en même temps, les États impécunieux (évidemment ils ont tapé dans leurs ressources pour faciliter leurs champions économiques) vivent à crédit et émettent des titres d'État (obligations et bons du Trésor) pour financer leur déficit budgétaire.

Des solutions ?

Alors que faire ? Déjà et surtout, il faut se doter d'un projet de société fondé sur une conception du monde où l'on souhaite vivre maintenant et plus tard. Ce qui nous amène aux trois conceptions en compétition, si j'ose dire. La néolibérale est portée par Tsarkozy, et, du reste, il n'a pas caché la couleur. Son contenu est bien vieux et il avait été éliminé par l'histoire. Mais il est revenu sous les couleurs de la « réforme » (lire « régression ») et de la « modernisation » (lire « adaptation à la concurrence sauvage »). Les ingrédients en sont le refus de tout ce qui est social ou collectif au nom du primat de l'individualisme et du contrat, le remplacement de l'État et des services publics par l'économie marchande (hormis les fonctions régaliennes comme la police), la compétition au lieu de la coopération, la responsabilité individuelle à la place de la solidarité, l'équité contre l'égalité, le travail versus Vichy contre « l'esprit de mai 1968 », la famille contre les autres groupes sociaux, etc. Et l'idée la plus importante est qu'il n'y a pas besoin de projet ; les mécanismes automatiques et fatals du marché dégagent spontanément le meilleur équilibre possible, c'est pourquoi le rôle de l'État est celui d'un veilleur de nuit qui assure l'ordre social ou public par la répression. Mais deux précautions valent mieux qu'une : si la répression ne suffit pas, il reste l'ordre moral, que les religions peuvent véhiculer à bon escient. D'où une nouvelle et curieuse position en faveur des religions qui feront régner les valeurs traditionnelles dans les communautés, encouragées afin de diviser pour régner.

La deuxième conception, très franco-française, est celle de la république une et indivisible, à droits formels égalitaires, à souveraineté illimitée, à État interventionniste, à démocratie formelle, à laïcité affirmée. Cela repose aussi sur l'individualisme et sur la prévalence des sujets individuels de droit. Les groupements sont proscrits comme expression socio-politique. On n'y connaît que des individus égaux en droit sans corps intermédiaires. Comme la république est égalitaire, il a bien fallu tenir partiellement sa promesse. Ce fut en 1945, après de très longues luttes sociales : Sécurité sociale, droit du travail, démocratisation de l'enseignement, droit syndical. Ce modèle est à bout de souffle : Il n'avait pas tenu toutes ses promesses de droits sociaux réels car il a bien fallu tenir compte de la réalité des groupements (syndicats, associations, communautés) et il a été torpillé par les gouvernements acquis au néolibéralisme économique dès la fondation de la CEE en 1957.

Le fédéralisme

Le troisième projet est celui que nous connaissons bien. Une république fédérée, politiquement (l'État est remplacé par un réseau de pouvoirs décentralisés et autonomes des acteurs sociaux) et économiquement (la propriété privée des grands moyens de production, de consommation, de financement est mutualisée, associée à la consommation organisée, sur une base associative). La loi étatique décidée d'en haut au profit du capital et le contrat privé et léonin se voient substituer les conventions sociales (« collectives » a pris une mauvaise tournure) négociées entre tous les acteurs fédérés : groupements de production, structures de consommation, associations, collectivités locales, communautés différenciées. La justice guide la fédération politico-économique : vraie démocratie de représentation des groupements sociaux et non des individus atomisés dans un suffrage périodique, extension des droits de liberté et de bonne vie au niveau politique ; réciprocité des échanges, services publics socialisés (les classiques, auxquels on peut ajouter l'activité bancaire et assurantielle, l'information et la défense de l'environnement) et propriété coopérative et mutualiste, au plan économique. Le droit qui se dégage des négociations entre acteurs est régulateur de leurs rapports et soumet l'activité économique à des règles qui empêchent les asymétries de pouvoirs, les prédations et spéculations, l'usure dans les crédits, etc. C'est un droit social, non un droit d'État ou un droit privé et individualisé.

De nouvelles formes de lutte ?

Ensuite, il faut lutter autrement. On peut boycotter les élections avec lesquelles les élus se parent des plumes de la légitimité, alors qu'ils ne sont que légaux (et encore, puisque le système électif est vicié à la base par son individualisme atomisant). Il faut surtout viser le tiroir caisse : grève de la consommation (autres que des produits de nécessité) pendant au moins six mois, retrait des banques de tout le fric liquide et disponible pour être mis dans des lessiveuses (avant la création de la banque du peuple, que les syndicats devraient construire), grèves par gratuité (elle vient d'être admise par la justice européenne). La grève sur des sujets communs doit être générale, *a minima* interprofessionnelle, et reconductible pour être efficace. Un réseau internet d'information et d'analyse sur les mouvements sociaux et les statistiques est créé. L'arme du droit jusque devant les instances internationales doit être mobilisée bien plus activement. Les manifs, au lieu d'être des marches, doivent devenir de gigantesques sit-in de résistance passive (voir Gandhi). Ce ne sont que des premières idées. Pour les développer, mettons « l'imagination au pouvoir ». N'oublions pas que les vrais libéraux (Locke) admettaient la résistance des citoyens aux lois et pouvoirs injustes et que certains, comme Thoreau, préconisaient la désobéissance civile devant l'iniquité et l'immoralité du pouvoir.

J. L.

Sexistes dès le biberon

La Mère Fouettarde n'aime pas les jouets sexistes

Bientôt Noël, comment échapper, lorsqu'on a des gamins, au délire mercantile, consumériste et sexiste, répandu par l'industrie du jouet? Le Collectif contre les jouets sexistes sort à cette occasion un ouvrage[1] qui remet les pendules à l'heure et prévoit encore cette année une série d'actions et de prises de parole publiques dans les grands magasins de jouets.

Patrick Schindler

LES JOUETS NE SONT-ILS PAS le reflet d'une certaine réalité? Aujourd'hui, les femmes continuent à exécuter les deux tiers des tâches ménagères et s'accordent beaucoup moins de temps libre que les hommes; malgré le mouvement féministe, la part des hommes dans les tâches domestiques n'est passée que de 32 % à 35 % de 1986 à 1999. Les discours qui entourent ces déséquilibres ont tendance à s'appuyer sur une prétendue « nature » différente entre les sexes pour justifier les inégalités.

Le jouet est devenu bien souvent l'occasion d'exercer un rapport de force, de négociation, voire de transactions.

Quand on observe le marché du jouet, on doute fort que les choses s'arrangent pour faire évoluer les enfants, adultes de demain, vers une société plus égalitaire. Les enfants reçoivent une foule d'informations explicites et implicites, dès leur plus jeune âge, sur « comment doit être une fille et comment doit être un garçon », sans laisser beaucoup de choix et sans tenir compte de la diversité des tempéraments et des personnalités. Lorsqu'on croit parler des deux sexes, on parle en fait des deux genres. Déjà en 1949, Simone de Beauvoir écrivait : « On ne naît pas femme, on le devient. » Dans les albums de jeunesse, il y a deux fois plus d'ouvrages présentant un héros plutôt qu'une héroïne. Dans l'étude de 537 albums, l'association Du côté des filles n'a compté qu'une seule femme, ainsi qu'une seule reine qui gouverne son royaume. En revanche, on trouve une quantité importante d'hommes rois, ministres, médecins, scientifiques, historiens, écrivains, policiers, des métiers liés au pouvoir.

Les jouets sont politiques

On peut considérer que le jouet est inoffensif et n'intervient pas en tant qu'objet culturel, en somme, qu'il peut « être neutre ». Or il n'en est rien, le jouet joue bel et bien le jeu de la relation entre le « monde des adultes » et le « monde des enfants », entre la production et la consommation. Il suffit de se rendre dans un magasin de jouets ayant pignon sur rue pour s'en apercevoir. Déjà la moitié des jouets exposés comportent l'impression de marques et de produits de grande consommation. Il s'agit d'un marché qui pèse de plus en plus lourd, écartelé entre marketing et publicité. De plus, le jouet est devenu, bien souvent, l'occasion d'exercer un rapport de force, de négo-

Patrick milite au groupe claaaaaash de la Fédération anarchiste et au Collectif contre les jouets sexistes.

ciation, voire de transactions. Sandrine Vincent rappelle qu'il peut être investi comme « un objet de pression, de chantage et même de répression ». Enfin, le marché du jouet est surtout une « bonne valeur » qui ne cesse de croître, avec plus de 17 milliards d'euros de chiffre d'affaires en Europe. Le plus gros producteur est la Chine; la France, second consommateur en Europe, avec 63 % d'importations venues des « sweatshops » (ateliers de la sueur) d'Asie, notamment de Chine, sous-traitants des grandes marques comme Disney et Mattel. Comme le rappelle le réseau solidarité, les usines chinoises exploitent essentiellement des jeunes femmes, paysannes peu scolarisées, pour des salaires de misère et dans des conditions de travail scandaleuses: heures supplémentaires gratuites, manipulation de substances toxiques, horaires inhumains, absence de syndicat et de congés payés, retards de salaires, etc. Face à cela, nous, militants, avons le pouvoir de remettre en question la consommation et la production de jouets, ainsi que l'apprentissage du sexisme qui s'exprime à travers eux.

Les usines chinoises exploitent essentiellement des jeunes femmes, paysannes peu scolarisées, pour des salaires de misère et dans des conditions de travail scandaleuses.

Naissance des jouets roses et bleus

Même si le jouet existe depuis l'Antiquité, alors surtout chargé de sens mystique, c'est à partir du XIXe siècle qu'il est associé au jeune âge, tandis que l'enfant, contrairement au Moyen Âge, n'est plus considéré comme « un petit adulte » qui partage les mêmes contraintes que ses parents. À cette époque, leur fabrication passe de l'artisanat à la production industrielle, tandis que leur prix de revient diminue. On voit alors apparaître les premiers soldats de plomb, poupées et automobiles miniatures, avec l'institution des cadeaux, notamment *via* le père Noël, qui, inspiré du religieux saint Nicolas, voit le jour dans un poème écrit par un théologien en 1822, représenté pour la première fois en 1863 dans une revue et vulgarisé en 1930 par la firme Coca-Cola sous sa forme définitive, costume rouge et tronche de bon vivant.

Le délire « jouetistique » peut battre alors son plein, avec la différenciation bien nette entre les jouets pour les filles (rose bonbon) et les jouets pour les garçons (bleu ciel). Selon Harris Judith, tandis que les enfants ne conçoivent pleinement la différence des sexes que vers l'âge de trois ans, elle leur est imposée dès la naissance par l'usage discriminant de ces couleurs. Dès dix-huit mois, les garçons sont invités à jouer, selon une marque de jouets, sur le « tapis route, un rêve de petit garçon », au même âge, les petites filles ont droit, elles, à « une poupée légère, souriante et agréable au touché, qui aura tout pour séduire sa future petite maman »! Bien sûr, d'aucuns pourraient opposer que « les enfants sont libres de choisir », ce n'est pas l'avis du psychologue Pierre Tap, qui remarque que « l'enfant en vient à aimer ce qu'il a le droit ou la possibilité de posséder, à apprécier les jouets qui peuvent être siens et à rejeter ceux qui ne font pas partie de son champ d'appropriation ». Les jouets sexistes participent directement et dès le plus jeune âge à la construction de la féminité et de la virilité, qui sont non seulement de véritables entraves à l'épanouissement personnel et social de l'enfant, mais également à celui de la société tout entière.

« Féminité, virilité, y'en a marre[2] »

Germaine Greer, dans *la Femme eunuque*, montre comment s'effectue la castration psychologique de la petite fille « pleurnicharde, autodestructrice et passive », qui permettra de dire ensuite que ce comportement est « la preuve d'une nature féminine spécifique ». Mère, ménagère, femme séduisante et amoureuse, voilà ce que proposent les jouets qui lui sont plus particulièrement destinés. à partir de l'âge de trois ans, les fillettes peuvent ainsi être « mères » de poupons de taille presque réelle capables de boire, faire pipi, pleurer, sucer leur tétine et dire « maman », mais jamais « papa »! Plus âgées, elles ont le droit de devenir infirmières, gardes-malades, sages-femmes, tandis que les garçons tiennent le rôle de docteur et de chirurgien. Une grande place leur est réservée... en cuisine ou au ménage (on leur offre cuisinières, machines à laver, aspirateurs, bref, tout ce qui reproduit le cliché du partage des tâches dans la famille, tandis que les petits garçons ont droit aux établis de bricolage...). On ne peut oublier tous les jouets qui apprennent à la petite fille qu'elle doit avant tout « se faire belle », comme le fait la fameuse poupée Barbie, au sourire permanent. Vendue toutes les six secondes dans le monde, son image terrifiante de mannequin parfait poursuit encore les petites filles, plusieurs années après qu'elles ont cessé d'y jouer, à travers les courriers personnels adressés à la marque ou au Club

La castration psychologique de la petite fille « pleurnicharde, autodestructrice et passive » permettra de dire ensuite que ce comportement est « la preuve d'une nature féminine spécifique ».

Barbie. Le « Manuel des filles » édité par Nathan propose 250 activités essentiellement tournées vers les quatre domaines de la beauté, de la coiffure, des accessoires de mode et des bijoux. Pendant ce temps, les garçons ont tout loisir de se concentrer sur leurs domaines réservés par des jouets axés sur la technique, la conquête, la puissance et... la guerre! Playmobil propose, par exemple, une douzaine de jeux sur la police: patrouilleurs à vélo, à cheval, en fourgon, hélicoptère, bateau, commissariat-prison « équipé d'une centrale radio, d'un ordinateur, d'un téléphone et d'une cellule avec caméra ». S'agit-il encore de jouets ou de propagande pour la paranoïa sécuritaire? Il faut même noter que, à la suite d'une attaque à main armée qui a fait des blessés, le BHV à Paris a décidé de supprimer le rayon armes des jouets de son magasin, c'est pour dire...

Familles, je vous hais!

Pour ce qui concerne le contrôle de l'identité de genre, « le vrai homme et la vraie femme » ont pignon sur les rues des magasins de jouets. Ils ignorent les hommes efféminés ou les femmes masculines. Homophobie et sexisme glorifient la famille. D'ailleurs, selon l'étude Gender Shock, offrir une poupée à un garçon reste un blocage bien réel, et cela, toutes classes sociales confondues. L'idée selon laquelle si un petit garçon joue avec une poupée il a toutes les chances de devenir homosexuel est encore largement répandue. La norme hétérosexuelle joue donc deux types de rôles auprès des enfants: le rappel à l'ordre de son genre pour les garçons essentiellement et l'intégration d'un modèle unique et obligatoire de couple et de famille pour les petites filles. La norme hétérosexuelle renforce et complète donc les contraintes de virilité et de féminité. En général, la femme, symbole de la beauté, est la gardienne du foyer et l'homme, symbole de la force, s'occupe de la sphère publique. Dans les années soixante-dix, de nombreuses expériences scientifiques ont été menées, notamment aux États-Unis, pour « soigner » les enfants dont le comportement ne correspondait pas à leur sexe. L'ouvrage *Contre les jouets sexistes* en rapporte plusieurs.

Comment sortir du cercle infernal?

La seconde partie du livre se concentre sur les alternatives aux jouets sexistes et à la lutte contre leur multiplication. Partant du principe que le jouet industriel s'est surtout développé pour combler la solitude de l'enfant, le jeu, lui, se présente plutôt comme une expérience collective, cependant le collectif propose également d'autres pistes : par exemple limiter la course effrénée vers toujours « plus » de jouets à la mode en achetant des jouets dans les brocantes. Les adultes peuvent aussi encourager la circulation des jouets entre les sexes et redistribuer les jouets les plus intéressants à toutes et tous. Les jeux de construction et d'initiation aux sciences gagneraient ainsi à être investis par les filles. Pourquoi ne pas suggérer d'autres scénarios familiaux moins normés: un groupe qui emménage dans la même maison, un personnage qui a plusieurs amoureux ou amoureuses, des familles qui adoptent des enfants, etc. On peut aussi éviter d'offrir des jouets guerriers, qui banalisent la violence et

Offrir une boîte de maquillage à une petite fille ou une arme factice à un petit garçon n'est pas un geste sans signification.

les meurtres. Les gamins sauront bien, s'ils ont envie de « jouer à la guerre », s'inventer une arme en détournant un objet ou simplement en le mimant. En effet, offrir une boîte de maquillage à une petite fille ou une arme factice à un petit garçon n'est pas un geste sans signification. À travers ces objets, on offre, consciemment ou non, une représentation des rôles sociaux féminin et masculin aux plus jeunes qui doivent se conformer au genre dicté par la société. Même si les enfants peuvent détourner et pervertir les objets mis entre leurs mains, leur « libre choix » reste dépendant des adultes qui fabriquent, commercialisent et achètent ces jouets. À la fin de l'ouvrage, le collectif énumère un certain nombre d'expériences de professionnels de l'éducation qui pensent et vivent leur métier en essayant d'éviter le conformisme aux enfants. Elles et ils essaient de faire évoluer les représentations stéréotypées des élèves en analysant pendant la classe les catalogues de jouets... et c'est possible! Depuis 2001, le Collectif contre les jouets sexistes pratique une campagne annuelle d'actions, avec débats et interpellations diverses, notamment dans les grands magasins distributeurs de jouets, autour d'un contre-catalogue distribué aux passants par une chorale qui entonne des chansons aux paroles détournées ou par des militantes et militants qui animent un spectacle de marionnettes. Cette année encore, le Collectif contre les jouets sexistes organise une série d'actions durant la « période des fêtes ». Il se compose du mouvement mixte pour l'égalité des sexes Mix-cité, du Collectif contre le publisexisme, domicilié au 145, rue Amelot 75011 Paris, et des Panthères roses, groupe d'activistes lesbiennes, trans et gay. Nous ne manquerons pas de vous en tenir informés dans l'agenda du *Monde libertaire*.

P. S.

1.- *Contre les jouets sexistes*, Collectif, éditions l'Échappée, disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot 75011 Paris.

2.- Slogan lancé par les « Gouines rouges », dans les années soixante-dix.

Mots d'aujourd'hui

Que le berger de Cargèse soit « l'assassin du préfet Érignac », comme le déclarait le Ministre de l'Intérieur à l'époque de son arrestation, allant, comme à son habitude, un peu trop vite en besogne, ou qu'il soit innocent, comme le clament lui et ses proches, il est difficile de se forger une opinion sans avoir accès au dossier du juge d'instruction. En revanche, son plaidoyer pour sa défense ne plaide guère en sa faveur ou même l'accable.

Lorsque, au cours d'entretiens avec la presse, il évoque ce qui a conduit à la mort d'un homme, Yvan Colonna utilise le terme « opération » avec un ton très neutre, professionnel en quelque sorte, et juste une pointe d'accent pour signer sa langue. Qu'il n'utilise pas « meurtre » ou « assassinat », cela est fort compréhensible, mais il aurait pu évoquer une « exécution » d'un serviteur de l'État colonial français, pour reprendre la langue de bois des nationalistes. Non, il a préféré employer un terme qui rappelle le chirurgien qui opère un corps malade ou l'officier qui dirige une opération sur le terrain, voire un syndicaliste qui organise une opération escargot. Cela lui permet de « déréaliser » l'acte accompli par lui ou ses amis et qu'il n'entend surtout pas condamner : après tout, la légitimité historique qu'ils prétendent incarner leur permet de s'ériger en juges et en bourreaux… Mais la neutralité technique du terme employé évacue la matérialité poisseuse et hideuse d'une exécution capitale : 3 balles, qui ont pénétré dans le dos d'un homme en faisant éclater des parties vitales (le cerveau, la moelle épinière ?) et provoqué une mort immédiate.

Dans une lettre à Madame Érignac, Jean-François Bernardini (*le Monde* du mercredi 7 mai 2003) écrivait :

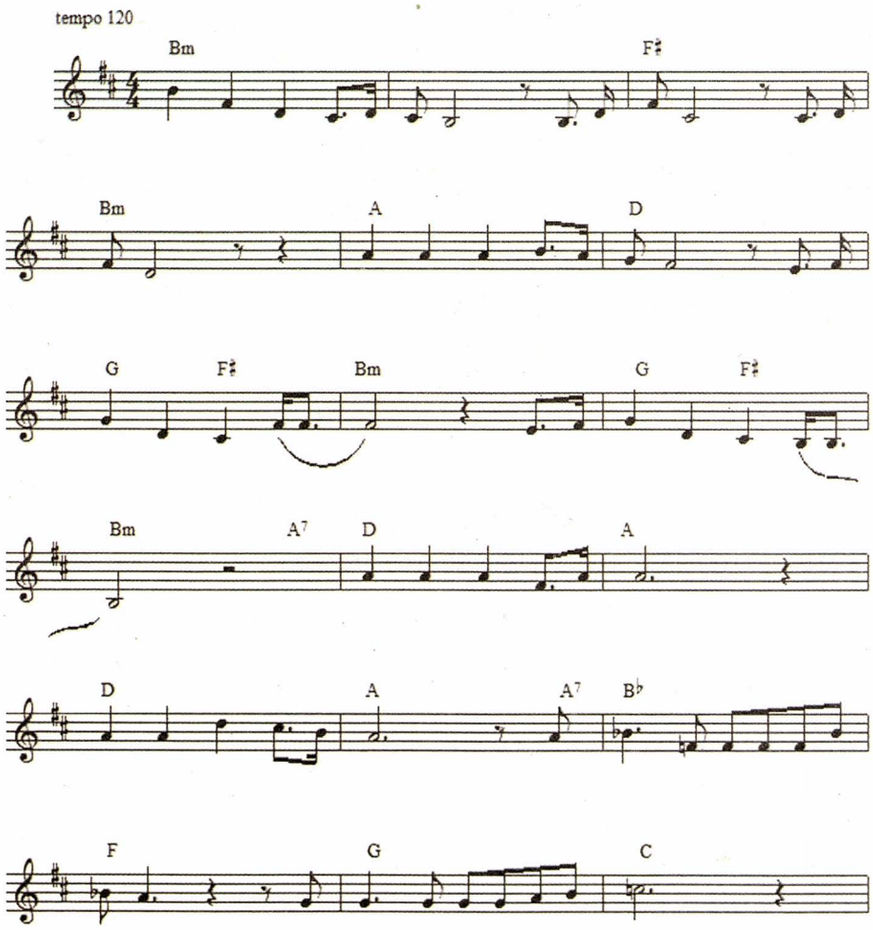
« En d'autres circonstances, accompagné de milliers d'hommes et de femmes, j'ai eu l'occasion de dire, d'écrire, de chanter, que tuer un homme, en Corse comme partout, ne peut pas être acte de justice. De tous ceux qui m'ont aidé à grandir, à être, j'ai retenu à tout jamais cette goutte d'humanité que j'ai dû lire dans leurs gestes, sur leurs visages : mieux vaut mourir plutôt que tuer…, et aucune solidarité, fût-elle communautaire, idéologique ou de tout autre nature, ne me ferait déroger à cette règle ; toute mort d'homme est fratricide. »

Mato-Topé

L'aute soir, un camaro m'dit d'but en blanc : eh Ben, toi qu'officiait un temps dans la zikmu, porquoi donc tu r'mettrais pas ça ? Et bien, pas une pas deux, en rentrant dans ma turne, j'me mis à siffloter et d'un coup d'un seul, je me retrouvais avec une mélodie sympatoche. Dans la foulée j'ajoutais des paroles. Vlà donc le mastroquet du Révolté. Pour le moment c'est le seul titre qu'j'ai trouvé. Pas moins ça peu évolué. Merci à Daniel d'Caudebec pour la partoche. R'lançons donc les chansons sur feuille volante et f'saisons tourner les pianos à bretelles par les rues et les v'nelles !

L' mastroquet du révolté

Paroles & musique : Ben l' Peinard d' Caen



Au comptoir du mastroquet.
Mussé au fond d'la v'nelle du Révolté
Les aminches, les prolos
Et d'autres camaros
En ont soupé des Capitalos

Tertous j'voulons L' Grand Soir
Et hisser le Drapeau Noir
J'roulons pour Mamzelle la Sociale
En avant pour l'chabanais final

Va falloir que l'Populo
Passe la s'gonde, mette le turbo
Faut qu'i trouve d'bons mécanos
Pour ça y'a les anarchos
Sont toujours d'attaque pour ce boulot

Les gens d'la haute nestrance
S'moquent bien des manifestances
Entre Bastille et Nation
Et des ringards d'la Représentation

Faut pas croire Misteur Politicard
Y'a core dans le coin quèques z' anars
Qu'on sous le coude les conseils avisés
du Père Lapurge, du vieux Peinard d' Pouget
D'Louise Michel et tous les Fédérés

Va falloir cogiter ferme
Pour brésiller nos chaîne
Sans doute faudra prendre les flingos
Pour qu'y ait pus d'avaros !

Ben l'Peinard (groupe FA de Caen).

La démocratie, c'est moi !

Pierre Sommermeyer

J'AIMERAIS BIEN QUE PERSONNE n'en doute ! Je me suis battu, j'ai lutté pour en arriver là. J'ai fait des études de droit. Donc, je sais ce qui est bien et ce qui est mal et, bien sûr, qui est bon et qui est mauvais. Du fait de cette formation, un service de mon pays m'a embauché pour que je l'informe de ce que je pensais de l'un ou de l'autre, et mon Dieu ! j'aimais bien donner ce genre de renseignements, toujours exacts évidemment. Comme mes supérieurs étaient satisfaits de mon travail, on m'a envoyé à l'étranger. Les voyages forment la jeunesse et je suis devenu le directeur d'une maison célébrant l'amitié entre mon pays et celui qui m'avait si gentiment accueilli. Là, il s'est passé des choses que je n'ai pas comprises, des gens mal informés ont cassé ce mur sympathique qui les protégeait des incursions maladives de voisins jaloux et j'ai donc du rentrer à contrecœur chez moi pour travailler à l'université.

Quelle déchéance insupportable ! Je ne suis plus qu'adjoint au recteur de la ville. Pour marquer mon mécontentement, je démissionne du service qui m'avait embauché et m'avait fait miroiter un avenir radieux. Je vais donc à la mairie offrir mes services pour développer les relations extérieures de ma ville. Cela me plaît tellement que je commence à faire de la politique. Mais le maire de la ville change et, par fidélité, parce que j'ai des principes, je démissionne. Je trouve alors une petite place à la capitale et le président de mon pays me fait venir près de lui, et comme il a un poste de vice-président, il me le donne.

L'administration qui m'avait donné ma chance au début n'existant plus, je conseille à mon cher président d'en créer une qui lui ressemblerait, même si elle porte un autre nom. En effet, on a toujours besoin d'avoir des renseignements exacts quand on fait de la politique, autrement on fait des mauvais choix et cela est mauvais pour le pays. Voyant que je remplis bien ma tâche, mon président me nomme premier ministre, là je le pousse gentiment mais fermement vers une retraite bien méritée et en cadeau d'adieu je lui offre une bouteille d'un bon alcool de notre pays, et je prends donc sa place. Depuis, mon pays va mieux parce que je sais exactement ce qu'il lui faut. Je réalise maintenant que je ne me suis pas présenté, je m'appelle Vladimir Vladimirovitch Poutine.

La Russie aujourd'hui

Voilà donc la trajectoire parfaite de l'homme qui dirige cet immense pays qu'est la Russie. Il incarne la Russie éternelle. Il a remis de l'ordre dans le pays. Les anciens cadres du parti communiste qui avaient profité de la perestroïka pour mettre la main sur toutes les ressources possible du pays ont eu le choix : se soumettre ou se démettre. Ceux qui ont résisté sont soit en exil, soit en prison, soit morts. Le vent d'Ouest qui avait soufflé sur la Russie de la fin de l'ère soviétique à la période Eltsine s'est couché. Les espoirs d'une normalisation à l'occidentale de cet immense pays n'existent plus. Il semble bien, à entendre les cris d'orfraie poussés par les milieux et media bien pensants de nos pays à chaque manifestation de la violence autoritaire (ou autoritarisme violent) du Kremlin, que personne ne comprenne ce qui se passe de Moscou à Vladivostok.

Faisons un peu d'histoire. Nous avons donc cru que, la longue et sinistre parenthèse communiste fermée, on en reviendrait à la situation qui a précédé octobre 1917. C'est bien ce qui s'est passé, mais nous ne savions pas à quoi ressemblait cette époque. Il a suffi que quelques hommes disent « nous avons fait la révolution » pour qu'aussitôt des multitudes effrayées ou enthousiastes acceptent ce fait sans discussion. Quand la répression systématique s'est mise en route, beaucoup ont mis cela sur le compte de la « dégénérescence » de la révolution et non pas sur le compte de l'héritage culturel et social tsariste.

La Russie d'avant-hier

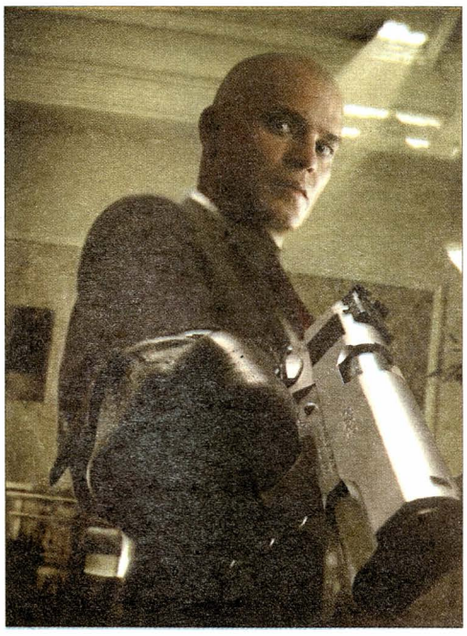
Le pays prend ses racines dans l'empire orthodoxe de Byzance, dont il garde la religion comme ciment encore aujourd'hui. À cette époque, les citoyens de l'empire étaient les enfants de l'empereur, qui seul avait des droits, la propriété privée n'existait pas et la jouissance

suprême des terres lui revenait à lui seul. Une évolution de la société se dessine avec l'apparition de villes plus ou moins autonomes. Tout s'arrête au milieu du XIIIe siècle. Le joug mongol s'abat sur la Russie. La moitié de la population meurt, le reste est repoussé dans la partie la plus pauvre du pays. Seuls les monastères sont épargnés à condition de ne pas se manifester au-dehors. C'est en eux que l'âme et la culture russe vont se perpétuer.

Deux cent ans plus tard, les princes russes coalisés et organisés sur le modèle militaire mongol vont repousser ces derniers hors du pays. On est alors en 1480. Le reste de l'Europe vit le siècle de la Renaissance, la Russie sort de son esclavage pour entrer dans un autre cauchemar. Cela va être la succession des tsars plus fous ou cruels les uns que les autres. Il n'y a pas eu de libération du servage comme en Occident. Il faudra attendre la seconde moitié du XIXe siècle pour que cela arrive.

En 1722, le tsar Pierre le Grand, fondateur de Saint-Pétersbourg, la porte de la Russie sur l'Occident, met en place la Table des Rangs qui organise la société en quatorze classes ainsi que les possibilités d'avancement entre elles. La structure même de la société bureaucratique tsariste est en place, elle préfigure celle de l'époque stalinienne. Les révoltes paysannes vont se succéder, souvent au nom d'un « tsar caché ». Les répressions seront terribles et sans pitié. Intellectuellement, la situation ne commence à changer qu'à la moitié du XVIIIe siècle. La première grammaire russe est publiée en 1755, le premier roman russe, celui de Pouchkine, est « Eugène Onéguine », édité en 1823. Le XIXe siècle, le siècle des Tolstoï, Dostoïevski, Borodine et autres intellectuels et artistes, est le résultat de la victoire de la Russie sur Napoléon et du choc de civilisation créé par l'occupation de Paris par l'armée russe et par ces officiers qui, rentrant au pays, vont tenter de faire bouger les choses avec une tentative de coup d'État en 1825. Il faudra attendre la défaite de 1905 contre le Japon pour que les choses commencent vraiment à bouger, puis ce sera février 1917 et le début de la Révolution, qui ouvrira les portes de l'histoire, vite refermées par le coup d'État léniniste d'octobre 1917.

Est resté debout envers et contre tous cet État russe dont Bakounine très clair disait : « L'État moscovite a tué en Russie tous les germes de vie qui auraient pu permettre au peuple de s'instruire et d'évoluer, il repose sur la négation radicale de l'indépendance et de la vie du peuple. » Ce jugement continue à être pertinent aujourd'hui.



Le nouvel ours russe

Pourtant les choses changent. Le secteur économique, qui était sinistré, revit. Après dix années, pendant lesquelles l'État providence communiste une fois disparu la Russie a été livrée aux dents longues des héritiers soviétiques, un semblant d'ordre étatique apparaît. Dans un pays dépourvu de société civile, de bourgeoisie cultivée visant à s'autonomiser, l'État fort incarné par Poutine et ses sbires apparaît aux yeux de la population comme le seul garant d'un avenir qui chante. Fort de son pouvoir intérieur et de la pression qu'il exerce sur le reste de l'Europe avec sa maîtrise du gaz, Poutine n'a plus besoin de ménager les susceptibilités européennes. Toutes les palinodies qui entourent les prochaines élections présidentielles révèlent que le président actuel de la Russie restera l'homme fort du régime même s'il doit laisser la place à une potiche. Il est même probable qu'il se fera nommer premier ministre pour garder la main. C'est dire la grande confiance qu'il place dans les institutions qui ne lui permettent pas de briguer trois mandats à la suite.

Dans ce pays où le parti au pouvoir, « Russie unie », semble omniprésent, y a-t-il une place pour l'opposition et laquelle ?

Il reste à gauche (?) les débris du Parti communiste, qui n'a toujours pas compris ce qui s'est passé. Il faut dire que ce n'est pas du côté français qu'on le leur expliquera. Il y a des forces d'extrême droite très virulentes, plus que fascisantes, et des groupes divers qui tentent de se regrouper. Alors, qu'en est-il de Gary Kasparov ? Il représente une coalition de divers groupes politiques qui a pour nom « L'Autre Russie ». Dans ce parti on trouve Edouard Limonov, leader du Parti national-bolchévique, se disant d'extrême gauche et nationaliste en même temps. Il faut juste se souvenir que ce leader a été allié pendant un certain temps à Jirinovski, dirigeant du Parti libéral démocrate fondamentalement xénophobe et antisémite. Il existe d'autres petits groupes d'opposants au régime poutinien qui sont regroupés autour de l'ONG Mémorial, qui, forte d'un travail de mise au jour des horreurs staliniennes, tente de jouer un rôle de référent moral.

La fin du régime communiste a laissé la possibilité d'une renaissance de l'anarchisme russe. Il suffit de se promener sur le web, de feuilleter les « anarchist yellow pages », lire *A-infos*, pour se rendre compte qu'il existe un certain nombre de groupes en Russie. À lire ces informations, on voit bien que la vie n'est pas facile pour eux. L'action entreprise à Petrozhavodsk dans le nord-ouest du pays montre que leur principal problème est la main-mise de Poutine sur tous les secteurs de la vie russe.

Pour le nouveau tsar, tout intérêt porté à la Russie par le monde extérieur équivaut à une ingérence intolérable. Avec Vladimir Poutine, on retrouve le projet politique russe millénaire, faire de ce pays la puissance mondiale qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être. Pour lui, les autres pays « veulent que la Russie soit faible et impuissante ». Adossé au Groupe de Shanghai (ML 1492), dont nous avions déjà parlé, la Russie (et son maître) va vouloir jouer un rôle déterminant dans nos vies ; grâce à ses réserves de matières premières elle en a les moyens.

P.S

Le Brahmane du Komintern

de Vladimir Léon

(Prix du GNCR au FID Marseille 2006)

Il a traversé toutes les luttes d'un siècle, a fondé un parti communiste dans le Mexique de Zapata, a fait route commune avec les révolutionnaires russes; il est proche de Lénine mais le conteste sur la question coloniale... il s'engage dans la social-démocratie allemande ; recherché comme militant antistalinien et antinazi, il arrive à s'échapper avant que le fascisme ne s'installe définitivement en Allemagne: Manabendra Nath Roy, révolutionnaire bengali, philosophe athée et politicien-aventurier, a été évincé de toutes les histoires et son portrait, de toutes les images officielles des pays où il s'était engagé. C'est sur ses traces que Vladimir Léon lance son investigation et son enquête. Un film passionnant.

Un entretien d'Heike Hurst

Que pensez-vous d'un jeune type qui fait des films sur un sujet comme ça?

Vladimir Léon: En fait, je pense, un sujet comme ça intéresse beaucoup de jeunes types. Pas tous, mais pas mal. Je me suis rendu compte en parlant du film ici, à Marseille, avec les débats qu'il a pu y avoir. Je pense que c'est justement la génération qui n'a même pas eu le plaisir de peut-être profiter d'un espoir, qui n'a vécu que l'histoire de la déception, l'histoire de la fin, l'histoire d'une chute, d'une histoire communiste ou appelée telle. Il y a là une curiosité, un sentiment « qu'est ce qu'on fait là-dedans, comment on fait, est-ce qu'on est juste dans une posture postmoderne fatiguée où tout est équivalent, et on est dans le meilleur des mondes possibles? Est ce qu'on a une place quand même parce que cette histoire-là nous regarde? » Ça me semble finalement assez naturel que des gens de trente, quarante ans s'intéressent à ça, parce que voilà, en 1991, j'avais quinze ans de moins, à vingt ans ça me semble assez naturel.

Votre nom suggère quelque chose de cet ordre: entre Vladimir Ilitch Oulianov (Lénine) et Léon Trotzki, n'y a-t-il pas une prédisposition à travailler: « ce d'où vous venez à point nommé »?

V.L.: (Rire) Oui. Il y a une conjonction qui se double – en plus – d'une histoire familiale. Mon père était journaliste à *l'Humanité*. Je suis né à Moscou d'une mère russe. Tout ça, évidemment, sans doute concourt à ma curiosité pour ce type de sujets, ce type de projets. Je parle russe parce que je suis né à Moscou et que c'est la première langue que j'ai parlée. Et puis voilà: cette situation de fait, ça m'a mis entre deux pays. D'être avec des histoires familiales compliquées qui croisaient pas mal d'histoires de la grande Histoire m'a mis dans une situation, un peu naturellement, d'aimer bien – d'où tout mon intérêt pour des figures comme Roy –, de bien aimer les personnes entre deux zones, entre deux pays, deux langues, deux cultures, pour qui, du coup, la question nationale ou culturelle se vit plutôt dans « comment on peut faire interagir et se nourrir de la diversité plutôt que de se figer dans une certitude, ou dans une suffisance nationaliste, traditionaliste, que sais-je? ».

Quelqu'un dit dans le film: « Roy, son destin a été d'incarner tous les rêves de ce siècle » et des espoirs disparus. Faire le constat de l'échec de ces utopies ne vous a-t-il pas pesé?

V.L.: Oui, ça pèse et c'est intéressant par exemple que la personne qui parle de ces mondes perdus et qui les identifie soit justement quelqu'un de trente-cinq ans aussi et quelqu'un de ma génération: Chris Mangapra, historien d'origine indienne, qui apparaît dans le film... Oui ça pèse et en même temps ça ne peut que pousser à se dire, il y a quand même quelque chose de ces mondes perdus, ils sont perdus mais ils ne sont pas enfouis: quelque chose qui nous en reste et dont on peut saisir un éclat qui peut nous aider à nous faire avancer aujourd'hui. Après, je ne suis pas un homme politique. Je ne suis pas un philosophe, je n'ai pas les clés, les clés spéculatives, théoriques...

Vous adhérez bien aux idées de Roy, l'homme libre?

V.L.: Oui, j'adhère à la liberté.

Roy a traversé toute la grande Histoire, visité les rêves avortés d'un siècle... quand il est dit dans le film qu'on n'avait pas compris qu'il n'était pas contre Gandhi, qu'il était contre le gandhisme... chose qu'on peut appliquer à tous les « ismes », un bonheur de trouver quelque chose conforme à votre pensée?

VL: Au départ, la figure de Roy m'était complètement inconnue. Au gré de l'enquête, dont finalement le film porte toutes les traces, il s'est révélé quelque chose qui me touchait, y compris son échec politique en Inde. Mais si, dans sa façon d'aborder les choses, quelque chose me touche, moi, ça doit intéresser d'autres gens... parce qu'il y a une sorte de précocité de la question, c'est manifeste. Roy avait raison quand il disait que le système féodal allait perdurer en Inde,

la vie politique, il ne se trompait pas, quand on aime l'Inde, on sent bien l'Inde aussi, qui était un monde retrouvé pour le coup, c'était pour moi de découvrir qu'en Inde, contrairement aux préjugés, la vie politique ne se limitait pas au gandhisme ou au postgandhisme ou à quelque chose de toujours un peu figé, d'entravé par la tradition hindouiste brahmanique, religieuse. Il y avait aussi une vivacité plus grande que dans nos terrains européens, occidentaux, qui ont vécu la tragédie du XXe siècle…

Après, c'est compliqué l'Inde aussi, en voyant le film de Lalit Vachani (*Natak Jari Hai*, au FID Marseille en 2006 – l'histoire d'un théâtre d'agit-prop d'aujourd'hui) et comme le montre ce film sur l'Inde qui se veut théâtre politique… l'Inde a aussi une histoire avec une chronologie qui n'est pas la nôtre – une histoire très inattendue…

Merci de nous faire connaître ces vieux Indiens… ou les trois bonnes femmes qui se jalousent cet homme pas très commode; c'est fascinant comment vous passez du sérieux à la légèreté de la vie, et c'est une qualité de votre film…

V. L.: Qui est indissociable de l'Inde aussi, d'ailleurs… En Russie je me suis moins amusé, l'histoire, c'est plus difficile d'en sortir: par exemple, personne n'a aujourd'hui envie de s'intéresser à ces histoires-là, c'est terrible de voir à quel point… ça changera sans doute, il n'y a pas de raison, tout est dans la négation, ce qui est frappant, ce dont je me suis rendu compte avec le film et notamment aux archives du Komintern, il y a beaucoup de choses accessibles mais ça n'intéresse plus personne. Il y a une des archivistes dans l'interview qui me dit qu'il y a beaucoup plus de monde qu'avant, sans doute, plus de monde que quand il fallait l'autorisation du Comité central pour aller voir des archives! C'est une grande bibliothèque vide, quand j'y étais, on sent un truc, ils n'ont plus d'argent… Un machin qui se délite…

En Allemagne aussi il faut encore aujourd'hui une autorisation spéciale pour accéder aux archives secrètes… quand vous travaillez par exemple sur les Soviets, les Conseils ouvriers, soldats et paysans…

V.L.: Vous parlez de l'Allemagne, oui, ce qui me rend intéressant le film. Le rôle de l'Allemagne, ce rôle de l'allemand aussi dans la vie intellectuelle de Roy, pour qui ça a été… ça me plaisait aussi *a contrario* du cliché de l'occidental allant chercher la sagesse et les gourous sur les routes indiennes: eh bien, il y avait des gens qui allaient faire le trajet inverse, et Roy qui va abandonner toute cette tradition brahmanique, hindouiste, et qui va avoir une révélation en lisant Hegel et en découvrant Marx…

La révolution devait démarrer en Allemagne, pensaient Lénine, Rosa Luxemburg aussi…

V.L.: Oui, c'est évident, une des choses forcément paradoxales sur lesquelles on n'a pas fini de réfléchir – comment l'Allemagne a pu être, à la fois, l'endroit de cette extraordinaire vivacité intellectuelle, philosophique, et le lieu de développement de cette monstrueuse machine.

Il ne faudra pas oublier que les horreurs du nazisme ont été commises par des gens instruits…

V.L.: Ce que dit d'ailleurs Theodor Bergmann dans le film, ça sera pire chez nous, parce que nous sommes le pays et nous sommes le peuple des poètes et des penseurs – « das Volk der Dichter und Denker » –… tout sera pire là!!!

Roy a été, là encore ça m'a surpris, au cœur de cette histoire-là dans ces années-là. Il va être en Allemagne après son exclusion du Komintern, mais aussi avant qu'il ne soit mandaté et mentionné par l'Internationale communiste dans les années 1920; et moi je suis toujours très touché par son émotion – qu'on sent palpable et qu'on comprend dans ses « Mémoires » – de l'allemand, de la langue allemande, de la culture allemande… ç'a été pour lui une chose fondamentale qu'il a gardée jusqu'à la fin de sa vie.

Qui vous a mis sur la piste de Roy?

V.L.: C'est une histoire de hasard comme ça arrive, c'est un historien indien qui est dans le film *Hari Vasudevan* que je cite dans unes des interviews. On était à Paris chez un réalisateur indien, qui est mort maintenant, Deben Bhattacharya, c'était une soirée bengali à Paris, ce qui était très amusant, et soudain il achoppe sur mon prénom, Vladimir, qu'est ce que c'est? d'où ça vient? Et il se met à me parler russe, il y a déjà un effet de surprise. Il a continué son effet de surprise en sortant une photo. « Vladimir, est-ce que vous connaissez cette photo sur les marches? » Cette fameuse photo avec Lénine retouchée par la suite, cette photo sur les marches du palais de Doride à Saint-Pétersbourg où il y a un Indien au milieu, et je me dis « qui est ce bonhomme? » Je faisais parallèlement un film sur mon père, sur le militantisme… Roy est devenu une sorte de pendant.

Les deux films se sont construits en parallèle: « le Brahmane… » a mis plus de temps à se faire, tout était plus compliqué, à faire plus de voyages, etc.

Roy a correspondu à l'époque – car je n'étais pas sûr que mon père accepte de faire le film… (*Nissim dit Max*, 2003) – à un moment donné. Roy est devenu une figure que je pouvais utiliser dans une espèce de parallèle, mais bon, forcément, plus le film avançait, plus Roy prenait de l'épaisseur pour moi. J'ai mieux vu, même s'il continue largement à m'échapper sur des choses sur lesquelles il ne s'est pas beaucoup livré, et le fait qu'il ait fini dans une relative solitude et indifférence n'aide pas… même, si aujourd'hui justement… C'est amusant, car nous revenons à votre question initiale, est-ce que c'est normal de s'intéresser à toutes ces histoires… quand on a trente-quarante ans… **H. H.**

Traitement de choc

Bienvenue à l'hôpital psychiatrique !*

Ce n'est pas parce que quelques services fonctionnent de manière humaine grâce à des soignants et soignantes politisés ou simplement généreux que l'enfermement ne doit pas être remis en question. La mise entre quatre murs est-elle éducative ou thérapeutique ? Philippe Clément, auteur remarqué de *la Forteresse psychiatrique*, donne un deuxième coup de poing sur la table avec *Bienvenue à l'hôpital psychiatrique !* Le récit des aventures de Nadia, Kader, Myriam, Robert et Gérard est exemplaire. Tous ceux qui travaillent ou ont travaillé en psychiatrie s'y retrouveront complètement. Ce sont des histoires connues, tristement répétitives. Ces patients se reconnaissent à travers leurs problématiques psychologiques et leurs parcours socio-économiques.

L'institution fait de l'à-peu-près. Limitée en personnel, elle ne parvient pas à faire face aux cris de désespoir, aux accès de violence et aux dérives suicidaires. « Gérard s'est foutu en l'air ! » Philippe Clément nous dit son indignation en brassant des tableaux ridicules et pathétiques pris sur le vif du quotidien asilaire. La situation des hôpitaux psychiatriques va en se dégradant. Passer de « centre psychothérapique » à « centre hospitalier spécialisé » ou à « établissement public de santé » ne change rien à l'affaire. La chute de l'asile est inexorable.

L'auteur ne s'en est pas tenu là. Il est allé travailler dans les services psychiatriques des hôpitaux généraux. Il pensait trouver une situation porteuse d'espoir pour l'avenir. Il est tombé de haut. Il le dit clairement : « Nulle part ailleurs, et j'en ai pourtant connu des services de psychiatrie peu reluisants, je n'ai ressenti aussi intensément le poids de l'enfermement, la pression des pouvoirs, petits et grands, de toute nature, relayés avec zèle à chaque étage de la hiérarchie, ainsi que le respect craintif que fait naître celle-ci. C'est assurément à l'hôpital général que j'ai le mieux perçu ce que signifie le terme "institution totalitaire". »

Philippe Clément observe que tout donne l'impression d'un fonctionnement scientifique : la démarche qualité, les protocoles, les statistiques. Il conclut : « Les contrôles permanents, par le biais des statistiques et des programmes informatiques, ont mis sur pied une version soft du totalitarisme institutionnel. » En clair, la volonté de médicaliser la psychiatrie la déshumanise. Traiter les psychoses en quelques jours ou en quelques mois est un trompe-l'œil tant médical que social… De manière très concrète, l'auteur nous parle de l'enfermement et des électrochocs : « On assiste au retour triomphant des électrochocs de grand-papa rebaptisés du nom plus "savant" et "sérieux" d'"électroconvulsivothérapie" pratiquée avec renfort d'anesthésistes et de réanimateurs… C'est aussi, en parallèle, le retour de l'enfermement en série systématique, à l'intérieur même des lieux d'enfermement. »

Le constat est inquiétant. Philippe Clément écrit : « La psychiatrie a ses idoles. Celles dont, généralement, on piétine allègrement les quelques "principes" qu'elles ont érigés, les quelques idées qu'elles ont émises, dans l'espoir, hélas vain, de voir naître une psychiatrie à la fois plus efficace et plus humaine. »

Jacques Lesage de La Haye

---

*. *Bienvenue à l'hôpital psychiatrique !* Philippe Clément, Ed. Les empêcheurs de tourner en rond, 15 euros.

La Chute un film d'Olivier Hirschbiegel.

Que veut-il démontrer ?

J'AI FINALEMENT CÉDÉ : j'ai regardé dernièrement le film *la Chute* malgré ma distance à un angle d'attaque intimiste, malgré la lecture des critiques pour ou, surtout, contre qui me confirmaient mon absence d'intérêt. Je connais plus ou moins le sujet pour l'enseigner au lycée, pour l'avoir approfondi à partir de multiples documentaires, forcés quand j'étais moi-même élève, choisis aujourd'hui quand je veux comprendre. Je n'oublie pas avoir vu *Nuit et brouillard* vers l'âge de huit ans sans commentaire aucun. Je suis née en 1961. Seuls mes proches m'expliquaient. Savoir trier dans toutes les idées déballées sur cette période avec les bonnes intentions occidentales. Savoir se forger un esprit critique qui dépasse le procès de Nuremberg, qui dépasse les intentions de « nos » États commémoratifs et funèbrement inutiles.

Une nouvelle façon d'aborder le sujet que les cinéastes contemporains nous proposent. Si je n'ai pas vu *la Chute* je n'ai pas à avoir d'avis sur ce que peuvent penser certains de nos contemporains sur cette période glaçante à la mort. Il faut que je me mette à la page.

Maintenant, j'en ai un, d'avis :

De bonne qualité d'investigation… artistiques… (?). Il s'agit d'un gros plan, très cynique, certes. Oui, mais…

Le drame s'organise autour des derniers jours du dictateur et de ses proches ou « décidés » plus ou moins proches du parti nazi, les uns qu'il privilégie dans leur ultime choix, les autres qu'il décide de faire purger jusqu'aux derniers moments, comme aux premiers, dès 1933, d'avant-guerre. Toute la réalité d'une dictature, de la xénophobie et de l'horreur que peut décider le pouvoir d'un seul, obsédé par le pouvoir, le sien. La folie d'un homme et la folie de ceux qui l'ont accompagné développées dans un champ intimiste, qui se réserve le droit de disposer d'eux mêmes. Reste au spectateur d'en tirer les conclusions nécessaires et utiles. Le film n'en suggère aucune. Il laisse même à penser que la folie des hommes serait finalement une circonstance atténuante au devenir de l'humanité. C'est bien là le piège.

Si on s'arrête à ce documentaire théâtral, il y a une vraie possibilité à trouver que c'est très bien vu, une vraie possibilité de ne pas bien réfléchir et de se laisser aller à des états d'âme plus ou moins superficiels. Le personnage de la secrétaire très naïve (dans le film, hors ses témoignages donnés en introduction et en conclusion, très gentils témoignages après le procès de Nuremberg), le personnage d'Eva Braun tel qu'il est traité (femme d'assez bonne constitution qui subit finalement sa condition fatale…) augmente la compassion sous-jacente qu'on pourrait avoir d'un homme, significativement particulier mais… qui vit ses derniers jours intimes avant la mort, comme chacun d'entre nous pourrait la vivre !

Il s'agit pourtant d'Hitler, l'auteur de *Mein Kampf*, le responsable du génocide des Tziganes, Juifs et opposants politiques. NON ?

Le film semble absoudre tout jugement catégorique, parce que la secrétaire, malgré la dose de poison donnée par son ami Hitler qui lui aurait permis de faire un choix définitif, se rachète une vie et un espoir bien judéo-chrétien dans la possibilité de quitter le bunker… et, comble de tout, elle peut s'absoudre totalement et défier les armées alliées (Russes) dans sa fuite vers la liberté, parce qu'elle est femme… accompagné d'un ado qui lui a pris la main. Cet ado, presque un ange, avait mené la résistance nazie dans Berlin, en vain, contre l'armée rouge…

Tout cela est d'une morale implacable, le bien le mal et l'entre-deux, bien coloré de sexisme, de religion, d'héroïsme.

Le tout est bien teinté d'euthanasie légitimée car pratiquée avant que les lois internationales ne s'en mêlent et n'aient trop de difficultés à trouver des solutions…

Si on a déjà vu de vrais documentaires comme *De Nuremberg à Nuremberg* (de Frédéric Rossif, 1989, sorti en France en mars 2005, scénario et commentaire de Philippe Meyer), si on a lu tous les témoignages, tous les écrits et toute la filmographie possibles sur cette horreur, on est forcément très coincé à la vue d'« une pièce de théâtre » organisée sur la personne d'Adolf Hitler et de ses proches. Quel intérêt ? Mais combien de spectateurs moins avertis ce film risque-t-il de rendre « compréhensifs », ouverts à la compassion ? Ouverts à l'explication ?

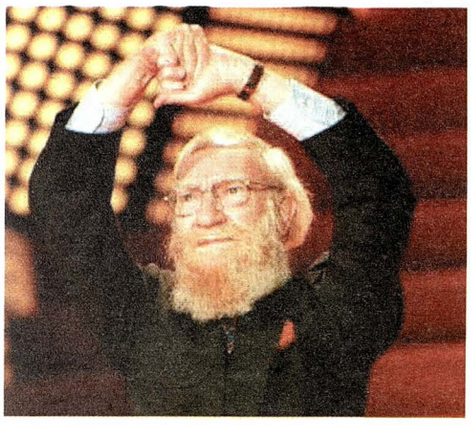
J'imagine que, si on a vécu cette époque, si on a fait partie de ceux qui étaient parqués… pour l'abattoir au Vel' d'Hiv… par exemple, la lecture de ce film est absolument catastrophique, absolument inacceptable, absolument opaque. Il n'est aucune raison possible pour qu'on accorde personnellement à A. Hitler une seule fiction intimiste ! Quel qu'en soit le but. Ce n'est probablement pas une erreur commerciale.

Jacqueline
Groupe La Sociale, Rennes

Fernando Fernan-Gomez

Le drapeau anarchiste et le chef du gouvernement

Fernando



Le drapeau anarchiste et le chef du gouvernement

Le monde des disques (en particulier de blues) m'est plus familier que celui du cinéma. J'ignorais tout de Fernando Fernan-Gomez, « monstre sacré du cinéma espagnol », mort à l'âge 86 ans, le 21 novembre dernier. Comme on pouvait le lire dans *Le Monde* un « drapeau anarchiste couvrait le cercueil ». Comme vous pouvez le voir sur les photos qui illustrent ces quelques lignes, il s'agit d'un drapeau rouge et noir.

Le chef du gouvernement, José Luis Rodriguez Zapatero, s'inclinant devant un des symboles de l'anarchosyndicalisme espagnol, voilà qui ne manque pas de piquant. Dans le quotidien précité on retrace par le menu la carrière de ce « commentateur désabusé de la société ». Mais pas d'explications quant à la présence du « drapeau anarchiste », juste une remarque sur l'élection de Fernan-Gomez à l'Académie royale des lettres (outre sa profession d'acteur, c'était aussi un écrivain et chroniqueur). Celle-ci ne « s'est pas accompagnée pour autant de concessions à sa sensibilité libertaire ». Diable, mais encore ?

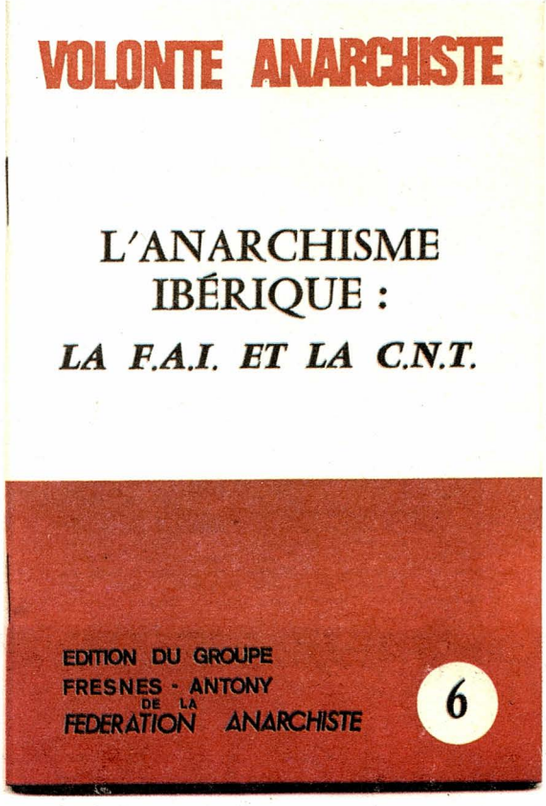
C'est en fait en se promenant sur la Toile que l'on découvre ce qui n'est pas dit dans les médias de ce côté-ci des Pyrénées comme de l'autre. Vers le milieu des années 1930, donc pendant la Révolution espagnole, Fernando fréquentait assidûment une école d'art dramatique de la CNT. Une actrice connue de l'époque, Carmen Seco, lui donna des cours d'élocution. Survivant sous le franquisme grâce à son statut d'artiste célèbre ; il écrira vers la fin de sa vie deux volumes de Mémoires (*El tiempo amarillo, Le temps jaune*) édités en 1990. Entre temps ? Des tournages avec, pêle-mêle, Carlos Saura (*Ana y los lobos, Anna et les loups*) Victor Ence (*El esperitu de la columna, L'Esprit de la ruche*), Pedro Almadovar, Luigi Comencini, Georg Wilhelm Pabst, Roberto Gavaldon…

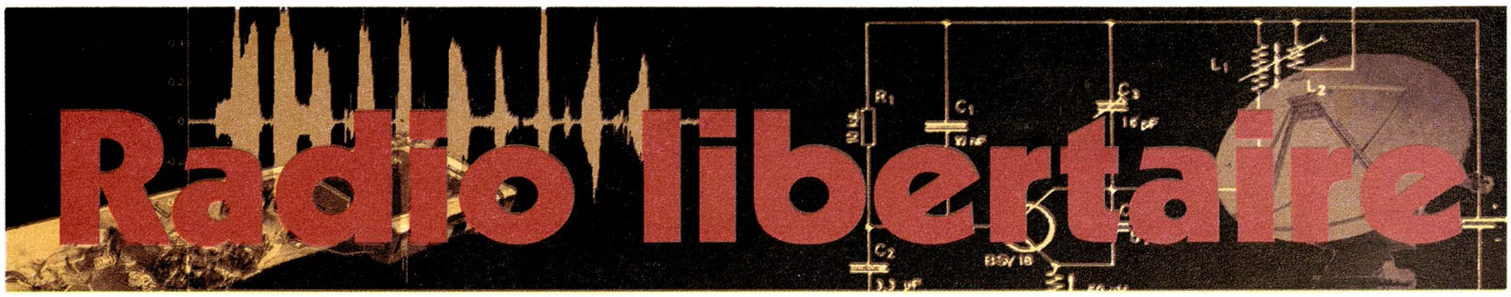
Son engagement allait au delà d'une sensibilité. Il était, après la mort de Franco au meeting (1977) de Montjuic avec sa compagne Emma Cohen. Adhérent à la CNT (Syndicat des spectacles de Barcelone). L'âge venant, il conservait des attaches avec tout le mouvement libertaire espagnol. Sentant sa fin proche il avait souhaité que l'on boive, rie et danse à son enterrement et qu'il y ait un drapeau rouge et noir sur son cercueil !

Thierry Porré

Gérard Cotte n'est plus…

Le lundi 26 novembre, Gérard est décédé chez lui des suites d'une longue maladie à l'âge de 54 ans. Militant anarchiste depuis toujours, Gérard a fait partie du groupe Fresnes-Antony de la F.A. et il a été longtemps parmi les animateurs de Volonté anarchiste, une série de brochures qui a marqué le rénouveau des éditions libertaires dans les années 1970-1980.





Jeudi 6 décembre

Si vis pacem 18 heures : non à la guerre : de Thiaroye à Istanbul Avec la présence de l'association Afaspa et Ehran Turgut et des éditions Turquoise.

Vendredi 7 décembre

Ligue des droits de l'Homme 19 heures : émission assurée par la section Paris 5/13 de la LDH consacrée au livre d'Evelyne Lagardet « Un rêve français ».

Ça booste sous les pavés 22 h 30 : Radio libertaire – FZM. Notre rendez-vous Punk Dada des villes et Punk Crousty tatoués des champs. Miss Gwendoline, Mr Dimitri, et autres tatoueurs de la scène punk, Mr Laurent Melon, peintre dadaïste, et Mr Loran FZM.

Samedi 8 décembre

Chronique syndicale 11 h 30 : luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles 13 h 30 : les oublié-e-s de la Commune. « Dans un manuel de classe, la Commune ne figure pas au sommaire. Pour trouver des informations, il faut se rendre au chapitre... "Les difficultés de la IIIe République". » «La Commune. Paris 1871» de Peter Watkins. Avec l'association Rebond sur la Commune.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure 19 heures : table ronde sur l'actualité des sorties disques (chroniqueurs : Daniel Arsand, Francis Gavelle, Florence Levasseur, Bernard Payen, Alexandra Roos).

Nuits off 23 heures : la dernière nuit de John Lennon. On raconte que, avant de mourir, on voit défiler toute sa vie en un instant. On se plairait à imaginer qu'une rock star entendrait toutes ses œuvres passer les unes après les...

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier 10 heures : le collectif Anarchistes contre le mur est engagé depuis quatre ans dans la lutte contre la construction du mur avec deux de ses militants.

Dimanche 9 décembre

Tempête sur les planches 14 heures : actualité du théâtre.

Mardi 11 décembre

Idéaux et débats 18 heures : baisers volatils. Nous diffuserons deux entretiens : Jakuta Alikavazovic, pour «Corps volatils», et Eric Fottorino, pour «Baisers de cinéma».

Paroles d'associations 19 h 30 : le magazine de la vie associative et culturelle Did viendra nous parler du C.A.E.S. (Centre autonome d'expérimentation sociale), un des plus grands squats de France, qui a en partie été détruit.

Jazz en liberté 22 h 30 : free jazz et musiques improvisées. Quelques vocalistes enregistrés en public, par Gérard Terronès.

Mercredi 12 décembre

Les destinées de l'Histoire 8 heures : chroniques historiques. Invitée : Simone Bertière, pour «Mazarin le maître du jeu».

Blues en liberté 10 h 30 : émission musicale blues : Jerry Garcia bleu, du Grateful Dead à Tony Rice : animée par Thierry Porré.

Le manège 14 heures : littérature & cinéma : Santiago Gamboa, pour «le Syndrôme d'Ulysse» par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres 18 h 30 : femmes qui luttent, femmes qui témoignent, avec Monique Dental, du réseau féministe «Ruptures».

Jeudi 13 décembre

Si vis pacem 18 heures : ces jouets qui apprennent le machisme, le sexisme, le militarisme, avec Gérard Durand.

Samedi 15 décembre

Chroniques rebelles 13 h 30 : les internationalistes face aux mobilisations des deux guerres mondiales.

Dimanche 16 décembre

Des mots, une voix 15 h 30 : l'émission recevra l'écrivain Jean-Claude Michéa, pour « l'Empire du moindre mal» (essai sur la civilisation libérale) et «Impasse Adam-Smith» (brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche).

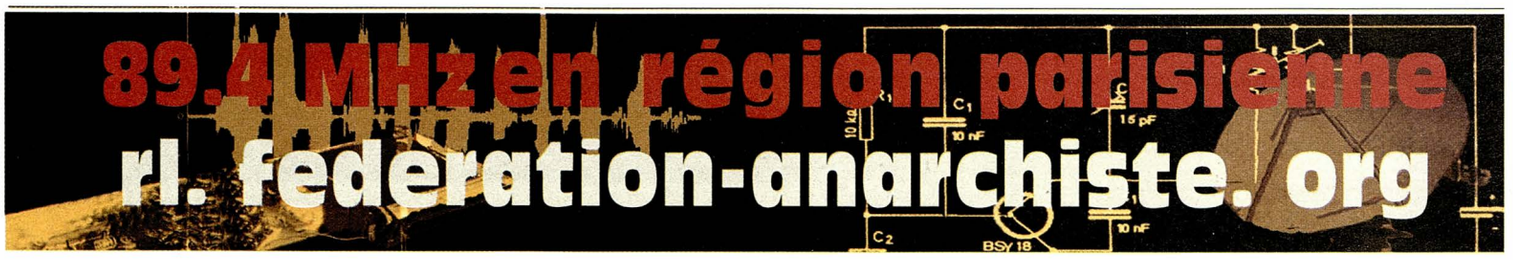
Mardi 18 décembre

Jazz en liberté 22 h 30 : free jazz et musiques improvisées; Autour d'Ornette, Miles et John, quelques grands orchestres enregistrés en public, par Gérard Terronès.

Mercredi 19 décembre

Les destinées de l'Histoire 8 heures : Christine Levisse-Touzet, directrice du musée-mémorial Moulin-Leclerc, à propos d'un général atypique, Leclerc de Hauteclocque, et Véronique Olivarès-Salou, pour «les Républicains espagnols au plateau des Glières».

Blues en liberté 10 h 30 : émission musicale blues : blues anglais de Ten Years After à John Mayall.



Jeudi 6 décembre

Chambéry (73)

20 heures. Projection organisée par le groupe de Chambéry de la Fédération anarchiste du film documentaire « In Working Progress » sur le mur de séparation entre Israël et les territoires palestiniens, suivie d'une discussion avec Guy Davidi, réalisateur et membre du collectif Anarchist Against The Wall. À la Maison des Associations, 67, rue Saint-François-de-Sales. www.fa73.lautre.net

Paris IIe

19h30, concert de Fred Alpi précédé d'un débat animé par Serge Halimi (journaliste au *Monde diplomatique*, au Plan B) au CICP, 21 *ter*, rue Voltaire 75011 Paris (métro Rue-des-Boulets). Entrée libre.

Vendredi 7 décembre

Saint-Claude (39)

20 h 30, « Leur mondialisation ». Débat sur la liquidation en cours à Smoby et dans l'industrie du Haut-Jura, à partir du film de Gilles Perret, au Coffre-Fort, rue de Bonneville.http://juralibertaire.over-blog.com

Chartres (28)

20h30, conférence-débat, aux abbayes de Saint-Brice, sur le thème «Religions et femmes». Conférence qui sera tenue par Hélène du groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste.

Ivry-sur-Seine (94)

Michel Bühler en solo à l'occasion de la sortie de son nouveau CD , Forum Léo-Ferré 11, rue Barbès, Ivry. Tél. 0146726468

Samedi 8 décembre

Ivry-sur-Seine (94)

Marc Havet en solo à l'occasion de la sortie de son dernier CD enregistré en public au Forum Léo-Ferré 11, rue Barbès, Ivry. Tél. 0146726468

Paris XVIIIe

15 heures. Comme tous les samedis, rassemblement à 15 heures devant le Déballage du marché Saint-Pierre, 2, rue Charles-Nodier, Paris 18e. pour soutenir Hélène et Philippe qui protestent seuls depuis 17 mois contre l'infâme licenciement du Marché Saint-Pierre.

Bagnolet (93)

Concert de soutien en faveur des victimes de la répression policière suite aux manifestations lycéennes. 19 heures: débat avec le comité de soutien et des accusés. 21 heures: concert , avec Miss Helium (techno-punk) et Synaps (rap-électro). La Paloma (lieu associatif), Immeuble EDF, 59, avenue de la République (métro Gallieni).

Paris XIe

16 h 30, forum débat autour de l'anthologie *Non à la guerre*. Poésies du monde, photographies, histoire avec l'émission de Radio libertaire «Si vis pacem».145, rue Amelot.

Châlette-sur-loing (45)

20 heures, spectacle Gaston Couté organisé par le groupe Gaston-Couté de la Fédération anarchiste. Exposition: « Gaston Couté le poète », à la Maison Commune 61, rue Aristide-Briand, Tél.: 0238989965

Mérindol (84)

Le groupe Gard Vaucluse organise un week-end de formations et débats autour du thème des communes, en prévision des élections municipales de 2008, et leurs évolutions. 16h30 – 18h30, présentation de positions anarchistes sur les communes et de la thèse de Murray Bookchin (« Municipalisme libertaire »). En fin d'après-midi, vidéoprojection sur les pratiques libertaires de Spezzano Albanese (Italie). Hébergement dans un gîte rural de 18 places. Possibilité de repas sur place. Inscriptions (rapides s'il vous plaît) auprès de Jean: josiane.romeu@wanadoo.fr Groupe Gard-Vaucluse de la FA BP 5018, 30900 Nîmes www.fa-30-84.org,

Dimanche 9 décembre

Mérindol (84) suite du 8.

9h-11h, les luttes sur le terrain municipal par Vincent (Groupe Couté)

11h30-12 heures, bilan collectif du week-end.

Inscriptions auprès de Jean: josiane.romeu@wanadoo.fr

Mardi 11 décembre

Le Mée-sur-Seine (77)

19heures, mémoires en rouge et noir - Espagne 1936-1939. Christina Courvoisier: Création – Voix. Michel Glasko: accordéon. À la salle Le Mas, 800, avenue de l'Europe. 0164640875.

Vendredi 14 décembre

Lyon (69)

20h30, projection du film/Osama/de Siddiq Barmak (2004, 83 min). Librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, ouverte du lundi au samedi inclus de 14 heures à19 heures. Téléphone/fax:0478610225

Ivry-sur-Seine (94)

Henri Courseaux accompagné au piano par Nathalie Miravette. Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, Ivry. Tél. 0146726468

béatitude
résurrection
miracles
soumission
résignation
paradis
mensonges
PRIER rend CON
FEDERATION ANARCHISTE
www.federation-anarchiste.org